

Éditorial

Nous sommes les alternatives !

« Chez les progressistes, l'université tient lieu d'église, et les philosophes et sociologues "radicaux", de théologiens. [...] Qu'on se rappelle la montée fulgurante de Michel Foucault dans les années 1980 et de son statut de quasi-saint en tant que théoricien poststructuraliste français, pour qui les formes de connaissance institutionnelle – qu'il s'agisse de médecine, de psychologie, d'administration, de politique, de criminologie, de biochimie – sont toujours des formes de pouvoir et finissent toujours par créer la réalité qu'elles prétendent décrire. [...] Durant les beaux jours de la bulle économique dans les années 1990, la liste interminable des nouvelles approches théoriques radicales dans le milieu universitaire – théories de la performance, de l'acteur-réseau, du travail immatériel – convergent toutes autour de l'idée que la réalité, c'est tout ce qu'on peut créer en faisant croire aux autres qu'il existe. »

Ces mots terribles sont de l'anthropologue anarchiste David Graeber¹ et interrogent la responsabilité d'une certaine pensée de gauche dans l'émergence, ou encore mieux la validation intellectuelle des discours performatifs de type : There is no alternative ! Ils rappellent utilement que le dogmatisme, loin d'être l'apanage d'un seul côté de l'échiquier politique, fut largement répandu et contribua, consciemment ou non, à la transformation du système politique en une démocratie qui apparaît aujourd'hui figée, comme à bout de souffle et de plus en plus réduite à sa portion congrue, les décisions se prenant désormais dans les cénacles autorisés, loin de l'Agora.

Le constat est dur et perturbant, mais il est aussi partagé. Ainsi, le discours prononcé en novembre 2014, à Lisbonne, par Pablo Iglesias Turrión, secrétaire général du mouvement espagnol Podemos, épingle le dogmatisme, selon lui encore trop courant, d'une gauche plus prompte à s'admirer elle-même en tant que religion ou science qu'à adopter un positionnement moral clair face à une situation d'injustice². Il se reflète également dans le texte Discours à la Nation d'Ascanio Celestini, où un tribun populiste-capitaliste remercie les « camarades » pour leur avoir fourni, à lui et ses semblables, les outils conceptuels leur ayant permis de triompher. Plus cynique encore, le personnage les remercie d'avoir finalement renoncé à s'allier entre eux en échange d'un peu de confort matériel qu'ils sont désormais trop occupés à protéger des « nouveaux pauvres » qui n'ont rien fait, eux, pour le mériter.

Alors, Tina ? Loin de là ! Depuis plusieurs années, des initiatives démocratiques nouvelles fleurissent un peu partout dans le monde, avec pour objectif de se ressaisir de la possibilité du débat et de la prise de décision. On pense par exemple au mouvement américain Occupy, actif depuis 2011, mais aussi aux Indignados espagnols, au mouvement altermondialiste et aux manifestations qui secouèrent Seattle en 1999, aux mouvements zapatistes du Chiapas et, pourquoi pas, à la petite commune andalouse autogérée de Marinalda. Toutes initiatives qui tentent d'imaginer de nouvelles manières de fonctionner, de s'organiser et de vivre ensemble.

Le présent numéro de la revue Aide-mémoire se veut une approche de ses nouvelles formes d'organisations démocratiques : leur histoire, leurs origines, leurs perspectives mais aussi leur pertinence dans une perspective politique. Parce qu'en période de crise brutale, les tentatives d'alternatives sont indispensables, les réflexions porteuses de changement nécessaires. Pour aller vers quoi, nous rétorquera-t-on ? À nouveau, c'est David Graeber qui trouve les mots justes pour exprimer la réponse : « Je m'intéresse moins à décider quel type de système économique devrait exister dans une société libre qu'à créer les moyens qui permettraient aux citoyens de le décider eux-mêmes. [...] Et le fait d'explorer de nouvelles formes de prise de décision nous encourage à regarder le monde d'un œil nouveau³. » Plus loin, il conclut : « Et si la liberté, c'était de pouvoir choisir nous-mêmes les valeurs auxquelles nous désirons nous consacrer, avec qui les concrétiser et sous quelle forme d'engagement ? [...] Dans ce cas, la démocratie serait simplement notre capacité à nous rassembler, comme des êtres raisonnables, et à trouver des solutions à nos problèmes communs [...]⁴. »

Peut-être n'est-ce, en effet, pas beaucoup plus compliqué que cela... Après tout, ne sommes-nous pas les 99% ? ••

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

Numéro
spécial
« Alternatives
démocratiques »

99%

Critique et légitimité des démocraties occidentales contemporaines

Occupy Wall Street, 18 septembre 2011 (cc) David Shankbone

Par François Debras,
chercheur au Centre d'études Démocratie (ULg)

Historiquement, certains auteurs ont réalisé une typologie des régimes politiques distinguant les modes d'organisation des pouvoirs légitimes (monarchie, aristocratie et démocratie) et illégitimes (tyrannie, oligarchie et anarchie)¹.

Cependant, durant la seconde moitié du XX^e siècle, l'opposition se modifie et sépare la démocratie d'une diversité de régimes totalitaires ou despotiques qui n'ont en commun que le fait d'être des régimes non démocratiques. La démocratie acquiert alors une place tout à fait particulière puisqu'elle semble posséder le monopole de la légitimité écartant ainsi toute organisation politique alternative en Occident. Et pourtant, malgré cette position centrale et dominante, depuis une vingtaine d'années, la littérature scientifique remettant en cause la démocratie représentative n'a cessé de proliférer : crise de la représentation, crise de la citoyenneté, corruption et aliénation du régime constitutionnel pluraliste... Différents indicateurs viennent étayer ces théories tels que l'augmentation de l'abstentionnisme durant les périodes électorales, une volatilité et une instabilité croissante de l'électorat et une baisse des adhésions aux organisations collectives. Fait tout aussi significatif, il semblerait que les jeunes démocraties dans les pays de l'ex-Union soviétique, d'Asie ou d'Amérique latine, n'échappent pas non plus à ces phénomènes².

Cette situation traduit-elle une mise à mal de la légitimité démocratique, une crise de la démocratie ou constitue-t-elle plutôt une remise en cause de ses dynamiques et procédures sans pour autant s'opposer à ses fondements, une volonté de transformer nos démocraties ? Pour répondre à cette question, nous proposons de nous concentrer sur trois éléments distincts mais étroitement liés au sein de nos démocraties européennes au XXI^e siècle : le lien représentant-représenté (la représentation), la reconnaissance des libertés individuelles vis-à-vis de l'organisation collective de la société (les individus) et l'action du pouvoir étatique (l'État).

La représentation

Dans un premier temps, aborder la question de la démocratie, c'est l'étudier sous l'angle de la représentation. En effet, les systèmes politiques européens contemporains, bien que différents sur de nombreux points, sont tous constitués de gouvernements au sein desquels les décisions sont prises par des représentants sélectionnés au moyen de diverses procédures dont la plus courante est l'élection. Cette dernière, instituée au lendemain des révolutions anglaise, américaine et française, devait, à l'origine, extraire les individus les plus fortunés, les plus talentueux ou les plus vertueux de la foule pour la sortir de ses pulsions, de ses passions et de son ignorance³.

Ainsi, sans avoir évolué de façon manifeste, le lien représentant-représenté a longtemps été perçu comme démocratique alors qu'il a été institué en perdant de vue le sens étymologique du mot démocratie, son origine grecque, la participation du peuple au pouvoir⁴.

De cette méprise de l'Histoire, masquée pendant de nombreuses années par l'élargissement du droit de suffrage, va naître un sentiment de défiance envers le gouvernement représentatif qui résulterait en partie d'un désenchantement des citoyens à l'égard de l'idée d'une progression continue vers un gouvernement du peuple par le peuple. Souvent décrits comme des élites, les élus ne semblent plus aujourd'hui représenter les tensions internes de la société ni incarner l'intérêt général⁵. Le champ politique s'autonomise ou plutôt, si l'on considère son institution historique, révèle sa nature oligarchique.

Ce décalage entre la population et ses représentants est encore renforcé au XXI^e siècle par une crise bancaire et différents impératifs liés au libéralisme économique. Le système nécessite le recours à de nombreux experts et conseillers financiers, le plus souvent non élus et, de ce fait, dépourvus de soutien populaire, affaiblissant les lieux centraux de délibération, comme le parlement, au profit de commissions et comités moins visibles et jugés plus technocratiques.

Le citoyen aurait ainsi l'impression d'être cantonné dans un rôle minimal, se limitant à choisir épisodiquement un représentant⁶, sans avoir la certitude que celui-ci prendra les bonnes décisions ni pouvoir l'y contraindre. De ce fait, la légitimité du processus représentatif, concentrée dans le dispositif électoral, ne serait plus suffisante pour garantir l'adhésion des citoyens aux institutions politiques actuelles.

Cette analyse expliquerait, au XXI^e siècle, la hausse des abstentions durant les périodes électorales, la progression des partis politiques protestataires et l'augmentation des revendications citoyennes en faveur de nouveaux vecteurs de participation tels que le recours au référendum, au droit d'initiative populaire ou encore au mandat impératif. Ces propositions apparaissent dès lors comme des solutions pour approfondir la démocratisation du système politique et rompre avec le caractère oligarchique de la représentation.

¹ Dans son ouvrage *Comme si nous étions déjà libres*, Montréal, Lux, 2014, p. 118.
² Discours visible sur Youtube : <https://www.youtube.com/watch?v=NktLXjRSRA>
³ GRAEBER, p. 256.
⁴ Idem, p. 270.

Autour du 8 mai : un colloque, une expo et une soirée commémorative

Le 8 mai 2015, 70 ans après la capitulation de l'Allemagne nazie face aux forces alliées, les Territoires de la Mémoire proposent une journée de réflexion et de commémoration.

Outre le colloque *Mémoire(s) et identité(s)*, il sera possible de découvrir l'exposition *Images en résistance* et d'assister à la soirée commémorative autour du spectacle *Different trains* par les Jeunesses musicales.

Sur rendez-vous au 04 232 70 62
Vernissage le 8 mai à 17h30

Soirée commémorative

La soirée de commémoration débutera par un hommage aux victimes du nazisme et sera suivie par une représentation de *Different Trains*, œuvre musicale de Steve Reich, par le Quatuor MP4 des Jeunesses Musicales qui fêtent leurs 75 ans cette année. Musique contemporaine entre cordes, bande magnétique, danse, et témoignages de proches du compositeur et de survivants de la Shoah. Écrite en 1988, cette œuvre musicale a remporté le Grammy Award de la meilleure composition de musique classique contemporaine.

Vendredi 8 mai 2015, à 19h30, espace Francisco Ferrer de la Cité Miroir

Images en résistance

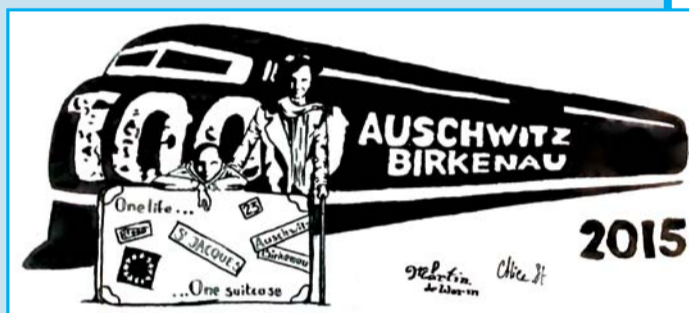
Les étudiants en illustration des écoles supérieures des arts de Liège (l'Académie et Saint-Luc) interrogent l'image face au pouvoir et le pouvoir de l'image à travers leurs productions artistiques. Ce projet s'inscrit dans une large réflexion sur le rôle politique de l'art et de l'artiste dans la société.

Du 4 au 13 mai 2015, à l'Espace Rencontre de la Bibliothèque George Orwell (Place Xavier Neujean 22, 4000 Liège - 2e étage).
Horaires de visite : mardi de 13h à 17h • Mercredi de 10h à 17h • Vendredi de 10h à 15h

Les élèves de Saint-Jacques déposent leurs « valises-miroirs » à la Bibliothèque George Orwell

Parallèlement à la participation au « Train des 1000 » 2015, voyage mémoriel à destination d'Auschwitz, le Lycée St-Jacques de Liège réalise un projet intitulé « Des valises-miroirs : réfléchir du passé à l'avenir sur le sentier de la mémoire ». L'objectif est de faire des élèves de 6e année des passeurs de mémoire et des citoyens responsables. Concrètement, chaque élève effectue un travail de recherche sur un témoin de la guerre, mais aussi sur une situation actuelle évoquant « en miroir » le parcours de la personne choisie. Le fruit de ces investigations et toutes les productions connexes (livrets, affiches, cartes postales...) intégreront des « valises-mémoire » qui seront exposées à la Cité Miroir dans l'Espace Rencontres des Territoires de la Mémoire, partenaire du projet.

Du 18 au 30 mai 2015, à l'Espace Rencontres de la Bibliothèque George Orwell (Cité Miroir, place Xavier Neujean 22 - 4000 Liège) • Horaire de visite : mardi de 13h à 17h • mercredi de 10h à 17h • vendredi de 10 à 15h. Et sur rendez-vous (04 232 70 62)



Colloque : « Mémoire(s) et identité(s) : quand le passé bouscule le présent »

Le 8 mai prochain, les Territoires de la Mémoire organisent un colloque qui interrogera la place de la mémoire dans la société et son rôle quant à l'émergence des identités, pour le meilleur et pour le pire.

La mémoire remplit un rôle fondamental dans l'édification et la permanence d'une société ; elle contribue, de façon essentielle, à faire de celle-ci une entité cohérente, fondée sur des valeurs, des normes et des imaginaires communs auxquels tout un chacun peut facilement se référer. L'explosion récente des revendications mémorielles, à une époque caractérisée par les replis communautaires et les crispations identitaires, ne contribue-t-elle pas dès lors à une forme d'atomisation de notre société ? La mémoire, facteur de rassemblement, peut-elle réellement devenir fauteur de désordre et cause de division ?

Pour débattre de ces questions, des interventions académiques couplées à des exposés d'acteurs de terrain rythmeront la journée tout en laissant largement la place au débat avec le public. Journalistes, enseignants, éducateurs, acteurs politiques, etc. livreront leur expérience.

Organisé en partenariat avec le centre Démocratie du département de Science Politique de l'Université de Liège, ce colloque vous est proposé dans le cadre de l'événement Autour du 8 mai organisé par les Territoires de la Mémoire asbl.

Le vendredi 8 mai 2015, à la Cité Miroir (Salon des Lumières) : place Xavier Neujean 22 - 4000 Liège



Programme (provisoire) :

• 8h45 : Accueil et café

• 9h15-12h15 :

Ouverture par **Ann Lawrence Durviaux** (vice-Doyen de la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie et Présidente du Département de Science politique de l'Université de Liège) et par **Dominique Dauby** (Présidente des Territoires de la Mémoire)

Intervention de **Marie-Claire Lavabre** (Sociologue, Directrice de recherche CNRS, Institut des Sciences sociales du Politique)

Atelier sciences politiques

Geoffrey Grandjean (Politologue, Université de Liège) et **Yves Monin** (Chargé de mission à la cellule pédagogique « Démocratie ou Barbarie » - Conseil de la transmission de la mémoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles)

Atelier aménagement du territoire

Pierre Ginet (Géographe, Université de Metz) et **Herman Van Goethem** (Conservateur du musée Kazerne Dossin de Malines)

• 12h15 : Repas

• 13h-17h30 :

Atelier médias

Isabelle Veyrat-Masson (Sociologue des médias, Directrice de recherche CNRS, Laboratoire Communication & Politique - Institut National des Sciences Humaines) et **Bernard Balteau** (Journaliste et réalisateur à la RTBF de 1984 à 2011)

Atelier psychologie sociale

Olivier Klein (Psychologue, Université Libre de Bruxelles) et **Sarah Demart** (Chercheuse au Cedem, Université de Liège)

Atelier pédagogie

Sophie Ernst (Pédagogue, Institut National de la Recherche pédagogique) et **Rudi Creeten** (Professeur d'Histoire et Préfet de l'Athénée Léonie de Waha)

Discussion

Conclusions par **Jérôme Jamin** (Politologue, Université de Liège)

« Une Histoire de l'Espagne (1931-1981) » : rencontre avec Ángeles Muñoz, Maite Molina Mármol et Anne Morelli

Dans le cadre de la commémoration du bombardement de Guernica, les Territoires de la Mémoire ont le plaisir de vous inviter à une conférence autour de l'ouvrage : *Mémoire à ciel ouvert. Une histoire de l'Espagne 1931-1981*.

Préfacé par **Anne Morelli**, ce livre entend contribuer à une réflexion sur la mémoire de la guerre et du franquisme et sur la place qu'elle occupe dans la société espagnole actuelle. Il parcourt un demi-siècle de l'histoire de l'Espagne, depuis la période qui précède l'avènement de la IIe République jusqu'aux dernières « convulsions » d'une démocratie retrouvée mais encore fragile.

Licenciée en Anthropologie de la communication et médiation culturelle (Université de Liège) et titulaire d'un Master de recherche en Histoire (EHESS, Paris), **Maite Molina Mármol** a d'abord consacré ses recherches aux organisations de la gauche espagnole à Liège. Après avoir organisé en 2007, en partenariat avec l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale, l'exposition « *Cara a España...* L'immigration espagnole en région liégeoise : histoire et mémoire des clubs Federico García Lorca », elle consacre sa thèse de doctorat à la mémoire collective et au processus de patrimonialisation de l'exil et de l'immigration espagnols en Belgique.

Traductrice, directrice de la collection « Passe-Mémoire » aux éditions ADEN, consacrée à l'histoire et à la mémoire du franquisme et des luttes antifranquistes, membre du *Foro de la Memoria de Bélgica*, **Ángeles Muñoz** s'est également attachée à rassembler l'histoire orale et illustrée

des exilés espagnols en Belgique. Parmi ses dernières traductions : *Depuis la nuit et le brouillard. Femmes dans les prisons franquistes*, de Juana Doña ; *Dites-moi à quoi ressemble un arbre*, de Marcos Ana ; *Chroniques de la guerre d'Espagne*, de Miguel Hernández ; *Les enfants perdus du franquisme*, de Ricard Vinyes, Montse Armengou et Ricard Belis, tous aux éditions ADEN.

Anne Morelli est historienne et professeure à l'Université Libre de Bruxelles. Elle vient de publier *Fabiola, un pion sur l'échiquier de Franco* chez Renaissance du livre.

La rencontre aura lieu le **jeudi 23 avril 2015 à 19h00 à l'Espace Rencontre de la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire** : Cité Miroir, place Xavier Neujean 22 - 4000 Liège ; 2e étage.

Avant cette rencontre, de 18h à 19h, vous pouvez participer à la rencontre du groupe de lecteurs de la Bibliothèque George Orwell, **Les Citoyens du Livre #4**.



Une étude exceptionnelle sur la correspondance clandestine dans les camps de concentration nazis

À l'occasion des 70 ans de la libération des camps nazis, les Territoires de la Mémoire ont le plaisir de vous annoncer la sortie prochaine, dans la collection « Voix de la Mémoire », d'une étude exceptionnelle et inédite en français sur un phénomène encore peu connu : la correspondance clandestine dans le système concentrationnaire national-socialiste.

Lettres de l'ombre : correspondance illégale dans les camps de concentration nazis est le résultat d'une étude minutieuse de lettres illégales issues de différents camps de concentration nazis. De par son authenticité, cette correspondance ouvre un accès immédiat au monde des camps et au mode de pensée des concentrationnaires. Elle constitue un ensemble qui nous aide à restituer d'une manière réaliste la vérité historique des camps. Indépendamment de leur intérêt historique, de leur aspect émotionnel — ce sont souvent les dernières nouvelles, voire les dernières traces des victimes — et le fait que ces lettres font partie des rares documents qui sont conservés de cette époque, ces sources surprennent par leur caractère immédiat qui crée l'impression étrange qu'elles viennent tout juste d'être écrites.

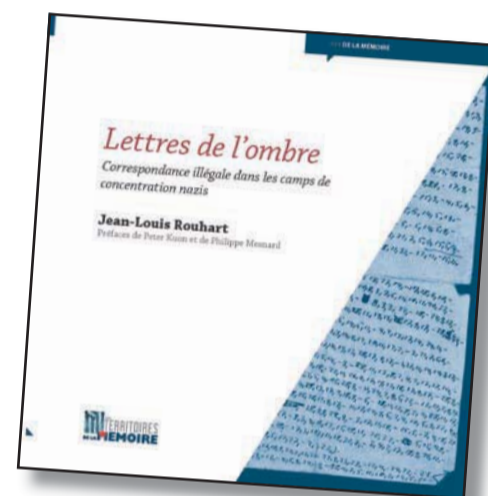
En appendice, le lecteur trouvera **une anthologie de soixante lettres** (ou d'extraits de lettres), commentées et traduites en français, illustrant les nombreuses facettes de cette correspondance remarquable.

En outre, plusieurs reproductions de ces « Lettres de l'ombre » figurent dans un cahier central.

« Jean-Louis Rouhart est le premier à présenter une étude d'ensemble d'un phénomène aussi vaste que divers, mais qui trouve son unité dans la transgression de l'interdit formel d'écrire autrement que prévu par la censure, c'est-à-dire dans d'autres formes et d'autres langues. » (Pr Peter Kuon, professeur à l'Université de Salzbourg).

« Jean-Louis Rouhart nous livre là une étude d'une grande précision qui documente cette réalité encore si peu accessible, non seulement au grand public, mais aussi aux chercheurs. » (Philippe Mesnard, directeur de la Fondation Auschwitz)

Professeur retraité à la Haute Ecole de la Ville de Liège et ancien doctorant de l'Université Libre de Bruxelles, Jean-Louis Rouhart collabore régulièrement à la rédaction d'articles pour la revue *Aide-mémoire* des Territoires de la Mémoire. Germaniste, il est l'auteur d'une étude intitulée *Beitrag der illegalen Korrespondenz als Forschungsquelle zur Geschichte der deutschen NS-Konzentrationslager. Pädagogische Anwendungsmöglichkeiten* couronnée par le Prix « Fondation Auschwitz – Jacques Rozenberg » en 2011 et dont le présent ouvrage est la version française.



Nouveau en 2015 :
Tarifs réduits à La Cité Miroir*

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

Devenez membre






Versez 10€ (2,5€ pour étudiant)
sur le compte BE14 0682 4315 5583
Une carte vous sera envoyée
et vous bénéficierez des avantages.

Plus d'informations :
www.territoires-memoire.be/membre



*Pour certaines activités, dont celles programmées par Les Territoires de la Mémoire asbl, le Centre d'Action Locale de la Province de Liège asbl et MIVEMA asbl.

Jean-Louis Rouhart, *Lettres de l'ombre : correspondance illégale dans les camps de concentration nazis*. Préfates de **Peter Kuon** (Université de Salzbourg) et de **Philippe Mesnard** (Fondation Auschwitz / UBP Clermont-Ferrand2)

408 pages + cahier central photos
Format : 20 X 20
ISBN : 978-2-930408-31-6
Prix : 25,00 €
Sortie : 22 avril 2015

Les Territoires de la Mémoire ont le plaisir de vous convier à rencontrer **Jean-Louis Rouhart**.

La rencontre aura lieu le **mercredi 3 juin 2015 à 20h00**, à l'Espace Rencontre de la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire : Cité Miroir, place Xavier Neujean 22 - 4000 Liège ; 2e étage.

Un peu avant, de 18h à 20h, vous pourrez participer à la rencontre du groupe de lecteurs de la Bibliothèque George Orwell, **Les Citoyens du Livre #5**.

Si le terme de « démocratie » semble particulièrement galvaudé dans la bouche de certains, il fait parallèlement l'objet d'une recherche et d'une réflexion de plus en plus insistantes et dynamiques visant à lui rendre sens et à assurer son application concrète. Dans ce cadre, sphères intellectuelle et artistique jouent souvent un rôle. Ce fut le cas dans les années 1970 à Liège. Retour en arrière et perspectives, peut-être...

99%

Démocratie et effervescence

Un entretien avec Jacques Dubois, docteur en Philosophie et Lettres, professeur émérite de l'Université de Liège et spécialiste de la sociologie des institutions culturelles

Gaëlle Henrard : Dans l'ouvrage que vous avez co-dirigé avec Nancy Delhalle et Jean-Marie Klinkenberg, *Le tournant des années 1970. Liège en effervescence*¹, il est question de « génie du lieu » et de « génie du temps ». Pourriez-vous nous parler de quelques-uns des ingrédients qui ont participé à cette « effervescence » ?

Jacques Dubois : Les auteurs de l'ouvrage et moi-même l'avons peut-être surestimée par une sorte de fierté locale. L'effervescence fut commune aux pays occidentaux : la décennie a été intense un peu partout, surplombée par mai 68 qui avait été à l'origine d'un fameux tohu-bohu. Mais les Liégeois qui ont écrit ce livre étaient tout de même en droit de penser qu'il s'en était passé plus dans leur ville que dans bien d'autres de même taille.

Pour ce qui est des ingrédients, j'en retiendrai trois. C'est d'abord que Liège a une assez forte conscience d'elle-même et de ce qui fut son autonomie historique : cela se traduit par les liens nombreux qui unissent les gens. Soit le côté « tout le monde connaît tout le monde », parfois si étouffant. C'est ensuite que Liège a une forte tradition de luttes sociales et qu'en 60 il y avait eu ce que l'on a appelé la « grève du siècle » à caractère insurrectionnel. En 70, beaucoup étaient encore dans la foulée de ces événements et prolongeaient l'action entreprise à travers le Mouvement Populaire Wallon fondé par André Renard et à travers différents groupes militants. Il y avait donc un arrière-plan historique qui comptait beaucoup, et notamment chez ceux qui se dévouaient à l'action sociale. Pour citer un exemple, je retiendrai Camille Schmitz, qui était un prêtre « libéré » et dont on dit dans notre livre qu'il était un « passeur » parce qu'il établissait des liens entre différentes initiatives ; il avait été à la tête du CTL (Culture-Tourisme-Loisirs) qui, par exemple, organisait des vacances pour ceux qui ne pouvaient pas s'en payer. Or, ce CTL a ensuite donné le Cadran, lieu de convergence d'inspiration catholique. De quoi sortiraient ensuite les Grignoux que nous connaissons encore par les cinémas. Il y avait donc d'une part un passé, une mémoire, et d'autre part un avenir, des choses qui commençaient et allaient se prolonger parfois durablement.

Le troisième ingrédient est le désir d'une génération de mettre à jour des institutions vieillies en y substituant des formes de vie, d'action, de pensée résolument neuves. On a ainsi vu naître en différents domaines des lieux circonscrits, de petits groupes, qui ont souvent pris la forme de « communautés émotionnelles ». On se liguait à quelques-uns, on se retrouvait entre soi autour d'un projet, on faisait montre d'une adhésion sentimentale au groupe ou au lieu. Et, dans un second temps seulement, on se faisait connaître à l'extérieur dans un mouvement d'ouverture, qui fonctionnait ou pas. Nous en avons donné deux exemples parmi d'autres. Ce fut le cas du Cirque Divers, rue Roture. Ils étaient quatre ou cinq à tenter dans une sorte de cabaret des expériences de mise en spectacle de la vie quotidienne. Et ce ne fut d'abord qu'un petit cercle même s'il fut très bruyant. Puis le succès est venu et sont passés au Cirque quantité d'artistes en tous genres venus parfois de loin. Toute une philosophie essentiellement libertaire entourait l'entreprise, qui se voulait aussi laboratoire quant à des expériences de socialité innovante.

En second lieu, j'évoquerai un groupe auquel j'ai été intimement mêlé. Il s'agit du Groupe μ qui réunissait six universitaires. De disciplines diverses mais rapidement unies par des liens d'amitié, nous avons pris l'habitude de nous retrouver un peu clandestinement, c'est-à-dire dans les marges de notre université. Nous faisons le tour des apports nouveaux en matière de linguistique, de rhétorique et de sémiologie. Tout ce qui était enseigné à Liège dans ces domaines nous semblait périmé. Nous avons donc mis au jour un nouveau modèle qui allait apparaître, quand il s'est exprimé dans un livre, comme « scandaleux ». Ça ne concernait pas grand monde, bien entendu. Mais, en même temps, cela bouleversait une façon générale de se représenter les opérations de langage. Et le succès de notre ouvrage finit par être considérable.

Dans ce cas comme dans d'autres, il y avait le sentiment plus ou moins confus que l'époque des mouvements de masse et des grandes manifestations était révolue. En France, au même moment, on parlait d'ailleurs de groupuscules à propos des étudiants de Nanterre. Et ces petits groupes existaient chez nous, menant une sorte de guérilla. Ça veut dire que l'ensemble de la population n'était pas concernée. Quand le Cirque Divers invitait quelques coiffeurs de la ville à faire en public une démonstration décalée de leur métier, quel était le retentissement de cette expérience amusante en dehors des cinquante personnes

qui entouraient la scène et le bar ? Bien peu évidemment. Mais à ceux-là l'expérience révélait des façons de se comporter jamais perçues sous un tel angle. Il faudrait encore dire qu'entre ces petits isolats urbains dont je viens de donner deux exemples, beaucoup de connexions existaient : on se fréquentait, on échangeait, on collaborait parfois. L'idée de réseau s'était d'ailleurs répandue et elle correspondait bien au fait que beaucoup des acteurs de cette époque subversive jouaient plusieurs rôles, passant d'un lieu à un autre.

Une autre chose importante dans les années 1970, c'était l'humour, un humour assez débridé. Il était de dérision et de subversion. Le samedi matin par exemple sur RTB-Liège radio, on pouvait écouter des émissions comme « Salut les intellectuels » à l'ironie décapante. Il y avait aussi sur le même canal chaque samedi soir « Il y a folklore et folklore », émission consacrée aux vraies musiques populaires et qui, en 1975, vit ses animateurs sanctionnés parce qu'ils avaient invité les auditeurs à proposer des épitaphes à mettre sur la tombe du général Franco qui venait de décéder. Et ce ne fut pas triste... Mais cet humour était inséparable d'une volonté d'innovation, de création. C'est l'idée, si l'on veut, qu'on ne fait du vraiment neuf que dans la joie et surtout dans la moquerie, une moquerie qui stigmatise tout ce qui semble dépassé, voire archaïque. Et les cibles ne manquaient pas.

Différentes idéologies inspiraient les mouvements de gauche jusque là. Et y dominait assez naturellement un esprit de sérieux ou de gravité. Je me souviens d'avoir lu un article sur le parti communiste français de ce temps, où l'auteur déplorait que la plaisanterie soit quasiment proscrite dans les rangs de son parti. En revanche, dans les années 70 telles que nous les avons vécues à Liège, et même si tout n'était pas enviable dans la situation sociale (beaucoup de gens avaient la vie dure), il y avait un grand besoin de libération mentale à travers le rire comme complément d'une volonté de « changer le monde » et de vivre autrement.

Gaëlle Henrard : Est-il plus difficile aujourd'hui de faire preuve d'humour ou d'être dans le registre de l'autodérision ?

Jacques Dubois : Je ne sais pas. Je pense en tout cas que l'humour est de plus en plus nécessaire mais je ne suis pas sûr qu'il soit présent. Je pense à mes petits-enfants qui ont autour de 20-25 ans, ils sont souvent joyeux mais pas tellement humoristes. Il faut dire que les tendances actuelles sont lourdes et produisent une symbolique déprimante : chômage, corruption ambiante chez les hommes d'affaires et les politiques, attentats, crises financières et politique d'austérité. Comment plaisanter et faire de « bons mots » à partir de là ?

Dans les années 70, nous surfions sur différentes vagues porteuses. Se conjuguèrent, au gré de modes venues des États-Unis, une contestation écologique (les hippies) et une contestation politique (la lutte contre la guerre au Vietnam était très intense à Liège). Mais il y avait peut-être plus encore le mouvement d'émancipation des femmes (la Maison des femmes recevait à Liège la prestigieuse Kate Millett) et tout ce qui relevait de la libération sexuelle : pendant le laps de temps qui va de l'invention de la pilule jusqu'à l'apparition du sida, le monde connut dix ou quinze années d'amour sans contrainte et sans danger. Quel miracle ! Et ces formes d'inspiration stimulaient la jeune génération, la rendaient plus active, plus intelligente. J'ai connu pendant ces années des étudiants magnifiques et qui se promettaient de changer la vie (ce qu'ils ont parfois fait à leurs dépens). On discutait librement dans les cours ; on y lançait des idées, faisait circuler des textes inédits ; on y fumait aussi, ce qui n'était pas une bonne chose. Sur ceux qui sont venus par après, le néolibéralisme est tombé comme une chape de plomb. Et aussitôt, dans les classes, la liberté d'esprit et d'allure s'est comme évaporée. Mais, ces derniers temps, s'amorce un reflux intéressant parmi les plus jeunes. Une liberté et une inventivité semblent de retour à partir, par exemple, des nouvelles technologies et l'on voit naître de petits ateliers de création par exemple. C'est un peu comme si le capitalisme comme modèle de société avait donné toute sa mesure et qu'il se rendait compte lui-même qu'il nous entraînait vers la catastrophe.

Gaëlle Henrard : Quelle importance donneriez-vous à la dimension urbaine de cette « effervescence » pour faire bouger les lignes en démocratie ?

Jacques Dubois : Je pense que la ville a rendu cela possible. Tous ces événements se sont passés en ville, à Liège, à Verviers également, à Seraing (voir les films des Dardenne). Le décor urbain est très important et la ville recèle un imaginaire singulier. La ville, ce n'est pas toujours la ville bourgeoise mais tout autant ou même davantage la ville populaire. Je pense en effet qu'il faut ce cadre-là pour que les sociétés deviennent créatives. Une certaine misère urbaine a toujours inspiré la littérature ou le cinéma. Les rues Roture et Pierreuse étaient parmi les plus mal famées de Liège. Mais ce sont elles qu'à un certain moment les artistes choisissent. Et ce n'est pas seulement parce qu'ils s'y logent pour pas cher. Le fonds populaire a quelque chose d'inspirateur ; il y règne un climat de désordre voire de saleté qui stimule la création. Ce qu'il y avait de décrépitude à Liège dans les années 70 (c'était avant certaines rénovations) éveillait un abandon de soi propice à l'art. Et nombreux étaient les cafés et restaurants qui ouvraient tard et où l'on se retrouvait dans la nuit.

Gaëlle Henrard : Quels seraient vos constats et éventuelles pistes face à la déconnexion dont souffre souvent la population par rapport aux mondes artistiques et intellectuels (et l'inverse est également vrai) et que l'ouvrage met en avant ? N'y a-t-il pas là un problème récurrent dans le rapport entre la démocratisation culturelle et la démocratie culturelle ?

Jacques Dubois : Je le déplore évidemment. Cela produit parfois de curieux effets. Prenez l'exemple des Grandes Conférences Liégeoises qui font des publics considérables (500 personnes, parfois 1000). Pourquoi ? Parce que les conférenciers invités sont des stars, des gens qu'on voit à la télévision qui les a couronnés. Ces conférences attirent massivement une bourgeoisie moyennement cultivée. J'ai été invité un soir à présenter un critique venu parler de Proust. Il y avait foule et j'ai demandé à certains organisateurs « vous croyez qu'ils vont lire Proust ? ». Ils m'ont répondu « mais non, ils vont l'acheter ». Pierre Bourdieu a très bien décrit la stratification de la culture. Il y a d'abord la culture de masse, celle qui englobe télévision et spectacles sportifs. Il y a ensuite une culture semi-cultivée, ce sont les GCL. Si vous grimpez encore un échelon, il y a par exemple les conférences que j'organisais sur l'art contemporain et qui attirent un public informé quoique passif et puis il y a les cercles restreints qui sont au fait de ce que font les avant-gardes, c'est-à-dire la vraie création. Notre société est ainsi construite. Évidemment, on voudrait que ça change et ce que vous faites aux Territoires de la Mémoire va dans ce sens, je pense. Pour l'essentiel cependant, rien ne bouge et l'école n'y peut pas grand-chose. Autrefois, les partis politiques de gauche avaient des stratégies culturelles intéressantes mais la télévision a rasé tout cela. J'en veux terriblement à la télévision qui n'a fait que se détériorer de l'intérieur. Une émission comme *The Voice* qui est un concours de chanson et de voix ébauche une forme de démocratie : des jeunes émergent à travers l'expression de leur talent. Mais cela tourne très vite au star-système et aux résultats arrangés.

Gaëlle Henrard : Le livre aborde, pour ces mouvements sociaux et culturels, le problème de la « cooptation », d'une certaine consanguinité ou d'un « entre-soi ». C'est un reproche qu'on peut parfois formuler aujourd'hui à l'égard du secteur socio-culturel.

Jacques Dubois : On peut effectivement critiquer les mouvements des années 1970 à cet égard. Le Cirque Divers a fini par être subsidié à titre d'organisme d'éducation permanente. Il a essayé de s'élargir. Il a créé un journal *C4* qui s'adresse aux chômeurs mais il y a fort à parier que les chômeurs n'apprécient pas son humour de connivence et ne le lisent pas. L'intellectuel, l'artiste ont une tendance forte à opérer en vase clos. Cela ne veut pas dire que rien ne passe à l'extérieur. Les Dardenne ont commencé par la vidéo militante et puis ont triomphé à Cannes. Antaki qui recouvre le Perron d'un préservatif géant alerte utilement la population. Les cinémas des Grignoux, issus de groupes militants, ont donné naissance à un magnifique réseau de salles, ce qui a initié toute une partie de la population liégeoise au meilleur cinéma. Ou bien encore le collectif Femmes battues est resté un haut lieu d'intervention sociale.

Gaëlle Henrard : À la lecture de la fin de l'ouvrage revient cette impression que, dans toute forme de contestation et de lutte pour faire changer les mentalités et subvertir l'ordre établi, pour « briser la mécanique infernale de la reproduction des



élites », les initiateurs qui étaient dans l'opposition et l'expérimentation collective se retrouvent comme inévitablement emportés dans une forme d'institutionnalisation qui établit les anciens motifs d'opposition en nouveaux dogmes. Est-ce là un cercle infernal ?

Jacques Dubois : Cercle infernal est peut-être un mot trop fort mais il y a certainement une sorte de pente fatale. Les sociétés vieillissent mais également les gens. Michel Antaki vient de prendre sa retraite. Un clown (je le dis en toute amitié) qui prend sa retraite, c'est un peu triste. Mais ce clown a formé des jeunes et a passé le relais de l'asbl « D'une certaine gaieté » à d'autres. Aujourd'hui, il aime à plaisanter sur le vieillissement et sur la mort, et c'est bien aussi. J'essaie pour ma part de poursuivre des choses commencées en essayant de ne pas encombrer. Par exemple, je pense important d'entretenir la mémoire des années 70, ne serait-ce qu'à travers le plaisir de se retrouver à tel ou tel spectacle. Cette semaine, j'ai assisté aux soirées de l'Europa-Vidéo Festival mis sur pied par Robert Stéphane et qui perpétue le souvenir vivant de l'émission « Vidéographies » qui fut un haut-lieu de création RTB des années 70. Et puis, j'ai assisté, au Corridor, rue Vivegnis à Liège, à un débat sur les « curateurs » dans le domaine pictural et me suis dit que ce Corridor-là venait en droite ligne d'un certain et bienheureux passé. Ce qui m'inquiète parfois, par rapport aux années 1970, c'est de voir que l'État a beaucoup d'argent investi dans de grandes institutions, l'Opéra, le Philharmonique, le Théâtre, la Cité Miroir,

et nous voilà loin, avec elles, du temps des groupuscules inventifs et intempestifs.

Gaëlle Henrard : Quel regard portez-vous sur notre époque actuelle et sur des pratiques démocratiques telles que *Occupy*, le G1000 ou Tout autre chose ?

Jacques Dubois : Je crois qu'il y a de nouveau une ébullition, des choses qui démarrent, des initiatives citoyennes comme on dit, qui sont intéressantes. Je les connais mal : elles ne sont plus de mon âge. Pour ce que j'en sais, elles me paraissent plus transversales socialement que celles de jadis. Des jeunes, sans doute pas nombreux, s'y meuvent avec une aisance qui me semble inédite. L'autonomie personnelle est tout de même un gain du nouveau siècle.

Gaëlle Henrard : L'ouvrage s'achève sur cette phrase : « La force et la forme du mouvement se déduisent de la forme et de la force de l'adversaire ». Dès lors, près de 50 ans plus tard, quelles seraient, pour vous, la forme et la force de notre adversaire sur lesquelles calibrer notre action ?

Jacques Dubois : Il faudrait d'abord désigner l'adversaire. Je suis en train de lire une excellente biographie de Roland Barthes, qui fut une haute figure de ma jeunesse. Pendant toute sa

vie, alors qu'il n'avait pas nécessairement d'engagement politique précis, il a combattu, souvent par l'ironie, ce qu'il nomme la *doxa* et qui est l'ensemble des conformismes régnant sur le discours social. Il parle beaucoup de régression idéologique à ce propos. C'est vrai que, si vous êtes « indoxiqué » vous reculez, vous devenez bête. Je ne suis pas certain que la *doxa*, qui est aussi langue de bois, soit typique de notre seule époque. Il me semble pourtant que la combattre en notre temps est plus que jamais important. C'est devenu un acte citoyen et démocratique. Mais comment s'y prendre ? D'abord chacun le fera dans son cercle proche, professionnel, amical, familial. Ensuite on veillera à ne rien laisser passer : ni le racisme, ni le sexisme, ni la prétention dominante. Bref on sera en alerte et on le sera tout le temps. Ici, l'humour revient. Mais en se rappelant toutefois que tout le monde n'entend pas l'humour et qu'il peut également se réduire à une gaieté facile qui dispense de « s'en faire ». ••

1 Bruxelles, Les Impressions Nouvelles, 2010.

99% There is no alternative, we must change our democracy

La question de savoir si nous vivons en démocratie se pose encore et toujours de plus en plus au vu de l'actualité des mouvements sociaux qui surgissent partout en Europe, voire dans le monde.

La réponse pourrait sembler évidente : « oui, c'est d'ailleurs grâce à elle que ces mouvements sociaux peuvent s'exprimer ». Nous opterons plutôt pour l'exact contraire en arguant que ces mouvements de protestation existent car le système démocratique dans lequel nous vivons ne leur permet plus d'exercer le pouvoir, c'est-à-dire, de faire coïncider la définition de la démocratie (pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple) avec la réalité de nos organisations institutionnelles.

Il est assez facile de s'en convaincre au niveau politique, nos représentants élus ne sont pas représentatifs du peuple qu'ils incarnent. Les différences sociologiques¹ entre l'assemblée parlementaire de n'importe quel pays et celle de ses citoyens sont telles qu'on peut se demander si les seuls à même de nous gouverner doivent obligatoirement avoir un cursus universitaire ? Doit-on être le « fils » ou la « fille de » pour participer à la vie de la cité ? Nous pensons que non et nous allons vous (dé)montrer que de nouvelles formes d'organisation plus démocratiques existent, se pratiquent, se sont pratiquées, sont praticables. Et que, oui, il faut changer la société et son fonctionnement pour le bonheur de tous, pas uniquement du plus grand nombre. Car si tous sont touchés par la Politique, peu ont leur mot à dire.

Si nous avons défini la démocratie par le peuple encore faut-il définir ce peuple. Car derrière ce terme peut se cacher « le peuple comme "communauté de citoyens", le peuple comme "nation", le peuple comme "masse"... et enfin le peuple comme "idéologie collective, investie d'une mission ou porteuse d'un destin"² ». Nous vous proposons de dire qu'il s'agit de l'ensemble des habitants d'un territoire. Tous les habitants, y compris les enfants et tous les « sans » : sans-papiers, sans-domiciles, sans-droits...

Le tour d'horizon de formes démocratiques ne commencera pas avec les Athéniens, ces « inventeurs » de la démocratie qui la réservaient aux seuls citoyens de la cité, c'est-à-dire à une toute petite portion des habitants de la ville (les esclaves, les femmes et les étrangers n'y participaient pas). Non, parlons plutôt de la forme qu'a prise une certaine piraterie entre 1660 et 1725 environ³. La répression des rébellions anglaises des *Diggers* et autres *Levellers* du début du XVII^e siècle envoya en exil ces radicaux dans les colonies éloignées de leur mère patrie. Ils apportèrent avec eux leurs utopies d'un monde égalitaire où un homme vaut une femme, où il n'y a pas d'esclave et tous peuvent décider. Certains fondèrent des colonies d'hommes libres, comme celle de Libertalia au large des côtes de Madagascar, havre de liberté pour tous les esclaves ou bien encore Baratara dans le sud de la Louisiane d'où partait écumer les mers Jean Laffite qui aurait – mais cela fait partie de la légende – introduit les idées de Karl Marx et Friedrich Engels aux États-Unis en finançant leur publication.

Sur les bateaux pirates, l'égalité était de mise, qu'on soit femme, noir, blanc, marin d'eau douce ou vieux loup de mer, on avait droit à une voix pour décider des actes à mener et une part

égale du butin pris aux commerçants du Nouveau Monde. « Tout homme a une voix dans les affaires en cours ; a un titre égal aux provisions fraîches, ou aux liqueurs fortes, saisies à tout moment, et peut les utiliser suivant son bon plaisir, à moins qu'une disette ne rende nécessaire pour le bien de tous, le vote de retranchement⁴ » : ainsi débutait le code de l'équipage de Bartholomew Roberts, boucanier anglais (1682 - 1722). Les pirates développèrent aussi des caisses de solidarité pour aider les leurs blessés au combat et élaient leurs capitaines qui ne pouvaient donner des ordres que lors des abordages. Ceux-ci pouvaient à tout moment être destitués pour lâcheté ou cruauté ou toute autre raison.

Les pirates n'étaient pas les seuls à fonctionner démocratiquement. La Ligue des Six nations iroquoises était dotée d'une Constitution appelée *Gayanashagowa*. Le peuple iroquois pratiquait le consensus, donnait une voix égale aux femmes et fonctionnait avec un système confédéral. Le système de prise de décision est fondé sur le principe de subsidiarité⁵. Le peuple iroquois est organisé en famille, clan, nation et confédération. Chaque décision est prise en suivant le même processus : chaque niveau a son conseil qui forme trois groupes, dont deux débattent et le troisième arbitre. Toutes les décisions doivent être prises à l'unanimité à chaque niveau d'organisation⁶.

Tout comme pour les pirates, on ne peut pas prouver ni nier l'influence⁷ de la Ligue dans la rédaction de la Constitution américaine. Qui a elle-même influencé la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen issue de la Révolution française de 1789 dont il faut sans cesse répéter l'article 35 : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

Restons en France pour parler de la Commune de Paris⁸ qui, du 18 mars 1871 à la « Semaine sanglante » du 21 au 28 mai 1871, organisa l'autogestion de la ville. Si le Conseil de la Commune de Paris, élu le 26 mars 1871, se divise en majoritaires prompts à utiliser la méthode autoritaire pour imposer leurs vues, et en minoritaires défendant l'aspiration démocratique et autonomiste de la Commune, c'est dans divers lieux que se réunit la population des quartiers pour discuter de la situation, proposer des solutions et influencer le Conseil, comme le Club de la Révolution, animé par Louise Michel. Il est dit que « les membres de l'assemblée municipale, sans cesse contrôlés, surveillés, discutés par l'opinion, sont révocables, comptables et responsables ». Ils sont élus non comme représentant mais



Capitaine Bartholomew Roberts, 1724

bien pour une action précise, ils reçoivent un mandat impératif. Les étrangers ne le sont plus dans la Commune, les entreprises abandonnées sont collectivisées et gérées par des coopératives d'ouvriers, le Conseil déclare un salaire minimum, la Commune se déclare laïque 34 ans avant la loi de 1905, la presse est totalement libre même pour les journaux anti-communards...

L'essayiste Alain Goutman écrit dans *La Grande Défaite* (Perrin, 2015) : « Devant l'histoire, les communards se sont montrés le plus souvent médiocres, à quelque poste qu'ils se soient trouvés entre le 18 mars et le 26 mai 1871. Ils n'en incarnent pas moins, dans la mémoire collective, une grande cause, la plus grande de toutes peut-être : celle d'une société jaillie du plus profond d'eux-mêmes, où la justice, l'égalité, la liberté n'auraient plus été des mots vides de sens. Une utopie ? En tout cas, une grande espérance qui les dépassait de beaucoup, et dont ils furent à la fois acteurs et martyrs »⁹.

Cette Commune de Paris servira ensuite aux Soviétiques pour se constituer. Les Soviétiques, « Conseils » en russe, apparaissent en 1905 lors de la première révolution. Ils seront à la source de la révolution de 1917, récupérée par les bolcheviques. Pour Hannah Arendt : « Le régime bolchevique a dépouillé les conseils (les soviets, selon leur appellation russe) de leur pouvoir alors qu'il était encore dirigé par Lénine, et a volé leur nom pour s'en affubler alors qu'il était un régime antisoviétique¹⁰. » Il y eut des Conseils ouvriers ailleurs qu'en Russie, en Allemagne ou en Hongrie par exemple. Ces conseils fonctionnaient suivant la démocratie directe¹¹.

Nestor Makhno, militant anarchiste (1889-1934), raconte que lors d'une rencontre avec le soviétique des députés paysans et ouvriers de Gouliai-Polié, en Ukraine, les circonstances les obligèrent à « revenir à des conceptions anciennes, [...] à savoir de rejeter toute direction d'une instance supérieure, comme ayant, sur le fond même de la Révolution, des idées tout à fait différentes des siennes¹² ». En Ukraine « soviétique » fut appliqué le communisme libertaire, c'est-à-dire que « les terres furent cultivées en commun par les paysans, groupés en "communes" ou "soviets de travail libre". Les principes de fraternité et d'égalité y étaient observés. Tous, hommes, femmes, enfants devaient

travailler dans la mesure de leurs forces. Les camarades élus aux fonctions de gestion, à titre temporaire, reprenaient ensuite leur travail habituel aux côtés des autres membres de la commune. Chaque soviét n'était que l'exécuteur des volontés des paysans de la localité qui l'avait élu. [...] Les soviets étaient intégrés dans un système économique d'ensemble, basé sur l'égalité sociale. [...] Sur les affiches des makhnovistes on pouvait lire "La liberté des paysans et des ouvriers appartient à eux-mêmes et ne saurait souffrir aucune restriction. C'est aux paysans et aux ouvriers eux-mêmes d'agir, de s'organiser, de s'entendre entre eux dans tous les domaines de leur vie, comme ils le conçoivent eux-mêmes et comme ils le veulent [...] ils (les makhnovistes) ne peuvent ni ne veulent en aucun cas les gouverner"¹³ ».

Faire appel à la notion de Soviet, de « Conseil », a traversé les époques pour être à nouveau rappelé par les Situationnistes et autres mouvements révolutionnaires en 1968. Devrions-nous nous réapproprier ce mot malgré la trace négative qu'il a laissée dans l'histoire du XXe siècle ? Car il nous semble que c'est ainsi que l'on peut caractériser les différents mouvements sociaux apparus depuis la fin des années 80, les altermondialistes, les indignés d'Occupy Wall Street et d'ailleurs, les 99%. Tous ces mouvements ont mis en branle des fonctionnements de démocratie horizontale que David Graeber, militant anarchiste, professeur d'anthropologie à la *London School of Economics*, a pu analyser de l'intérieur¹⁴.

Pour lui, il est évident que la survie de tels groupes dépend de leur capacité à s'adapter à leur environnement mais aussi à rester à l'écoute de ce qui se passe en leur sein. Cette démocratie horizontale s'appuie sur le consensus. Consensus qu'il résume à quatre principes :

1. Quiconque croit avoir quelque chose d'important à dire à propos d'une proposition devrait pouvoir s'attendre à ce que son point de vue soit pris en considération.
2. Quiconque émet de fortes réserves ou objections devrait pouvoir s'attendre à ce que ses réserves ou objections soient prises en considération et si possible quelles soient abordées dans la version définitive de toute proposition.
3. Quiconque sent qu'une proposition contrevient à un principe fondamental partagé par le groupe devrait pouvoir y apposer son veto (« blocage »).
4. Personne ne devrait être forcé d'accepter une décision à laquelle il n'a pas consenti.

Ce qui est important dans le consensus, c'est le processus de synthèse qui amène à une décision d'une proposition jugée acceptable par un maximum de participants. Pour Graeber, le consensus ne veut pas dire rejet du vote. Il donne comme exemple l'utilisation du vote à super majorité par *Occupy Wall Street* notamment quand les participants sont très nombreux. Ce vote à 90% permet aux décisions d'être portées par un grand nombre d'acteurs et empêchent notamment le blocage des actions par des éléments perturbateurs (voire perturbés) comme des policiers infiltrés. Face aux problèmes que peut rencontrer ce processus, il fait encore d'autres propositions pour les résoudre : tout ne doit pas être décidé par tout le monde (des sous-groupes sont autorisés à réaliser ce pourquoi ils ont été créés), empêcher l'apparition du leadership d'une clique par des responsabilités tournantes (l'animateur ne fait pas de proposition, plusieurs animateurs pour un même groupe...),

éviter le conformisme du consensus en comprenant le fait que celui-ci ne veut pas dire qu'il faut convertir l'autre à nos idées et prendre les différences comme des ressources communes plutôt que comme des obstacles. Il préconise également de combiner démocratie directe et contrôle des travailleurs (c'est-à-dire *par* les travailleurs). La décision est prise par ceux qui en sont directement affectés. L'exemple qu'il donne est le cas d'une entreprise : tant que les décisions à prendre ne concernent que la gestion des congés, par exemple, les employés peuvent en débattre entre eux ; mais s'il s'agit de rejeter les déchets dans la rivière alors l'ensemble de la population doit avoir son mot à dire.

Si on veut réactiver la démocratie, il va falloir mettre en place des systèmes qui permettent à tous, non seulement de s'exprimer, mais surtout d'être entendus et dont les idées sont prises en compte. Cela ne viendra pas seulement de nos institutions, chacun d'entre nous, nous sommes responsables de la démocratie que nous avons. Ainsi, face à « la parodie de démocratie qu'offrent les régimes qui s'affichent comme tels aujourd'hui¹⁵ », il s'agit d'« établir une forme d'organisation de la vie collective qui favorise l'autonomie et la souveraineté du citoyen et fait progresser la mise en place d'un système politique dans lequel la population dispose des moyens d'exercer un contrôle réel sur les décisions d'un gouvernement qui est censé émaner de sa volonté¹⁶ ».

Comme le montre l'exemple de *Podemos* en Espagne, c'est possible. Dans un de ses discours¹⁷, Pablo Iglesias, secrétaire général de *Podemos*, énonce les cinq ingrédients de la potion magique qui permet de faire entendre politiquement la voix des sans-voix : le premier est d'y croire, comme au foot, on monte sur le terrain pour gagner ; le second est d'être laïque, c'est-à-dire éviter le dogmatisme, ne pas croire aveuglément aux vieilles recettes ; le troisième est d'avoir de l'audace et être fier de ce qu'on veut ; le quatrième ingrédient est de chambouler l'échiquier politique, il n'est plus question de gauche ou de droite mais de la ligne qui sépare ceux qui défendent la démocratie (droits sociaux et souveraineté) de ceux qui sont du côté du totalitarisme du marché et enfin, le cinquième, l'empathie avec le peuple, savoir lui parler, l'écouter, arrêter d'être des donneurs de leçon.

Pour le paraphraser, nous dirons qu'on ne participe pas à un mouvement social pour chanter en chœur mais pour se doter d'une machine à penser. Il faut oser risquer et être insolent (soit être capable de s'affranchir des autorités, de déborder des cadres institués). Car ce que rappellent *Podemos* et les différents mouvements de type « *Occupy* » n'est rien d'autre que le fait que la « démocratie est de façon essentielle une revendication, un principe en vertu duquel il est perpétuellement possible d'exiger une extension des droits et des libertés individuels¹⁸ ». À l'heure où la politique se vit comme une carrière, prendre comme boussole « le respect du pluralisme, la liberté de l'expression personnelle et le rejet de la hiérarchie, l'exigence absolue d'égalité, le refus de la logique hiérarchique des partis et la propriété sociale de l'information¹⁹ », soit tous les constats posés par les rassemblement sur les places est une prise de position susceptible de permettre de jeter par-dessus bord la dimension parodique d'un terme galvaudé par un mésusage intempestif et de rendre le gouvernail aux citoyens redevenus pirates.

- 1 « (...) si les trois quarts des députés sont universitaires, ils ne représentent que 10,1 % de la population hors de l'hémicycle. » in Soraya GHALLI, « Comment l'élite occupe les parlements », *Le Vif*, 26/09/2013, <http://www.levif.be/actualite/belgique/comment-l-elite-occupe-les-parlements/article-normal-107655.html>, consulté le 20/02/2015.
- 2 Étienne Balibar, « Comment résoudre l'aporie du peuple européen ? » in *Le symptôme grec*, Paris, Éditions Lignes, 2014, p.18-19
- 3 Ne soyons pas naïfs non plus, des pirates il y en a eu qui ne furent que des bandits qui ne donnèrent aucun sens politique à leurs actions de rapines. Cette partie se base sur le pamphlet *Bastions pirates*, Bruxelles, Aden, 2005.
- 4 Cité dans *Idem*, p.19
- 5 Le principe de subsidiarité est une maxime politique et sociale selon laquelle la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème d'elle-même. *Wikipédia* (consulté le 21/02/2015)
- 6 http://www.fileane.com/docpartie1/grande_loi_qui_lie.htm (consulté le 21/02/2015)
- 7 La théorie de l'influence est apparue en 1982 avec la publication par Bruce Johansen de *Forgotten Founders* (Harvard Common Press), cité par David Graeber dans *La Démocratie aux marges*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2014, p.73
- 8 [http://fr.wikipedia.org/wiki/Commune_de_Paris_\(1871\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Commune_de_Paris_(1871)) (consulté le 21/02/2015)
- 9 Cité sur *Wikipedia* : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Commune_de_Paris_\(1871\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Commune_de_Paris_(1871)) (consulté le 21/02/2015)
- 10 Hannah ARENDT, *A propos des Conseils Ouvriers en Hongrie*, <http://perso.ovh.net/~lesamisdam/?p=88>, consulté le 21/02/2015
- 11 Par démocratie directe il faut entendre égalité des membres concernant la délibération et les décisions (horizontalité du pouvoir), la révocabilité des mandats ou des élus, la réunion en assemblée, et la prise de décision à la majorité, au consensus, ou encore à l'unanimité. La désignation par tirage au sort, la rotation des mandats ou encore l'impossibilité de les renouveler. On parle de démocratie participative quand, dans une démocratie représentative, existent des mécanismes de démocratie directe (référendum, etc.).
- 12 Nestor MAKHNO, *La révolution russe en Ukraine, 1918-1921*, Paris, Belfond, 1970, p. 101.
- 13 Extrait de l'avant-propos de Daniel Guérin au livre de Nestor Makhno, pp. 9-10.
- 14 Cette partie se base sur le chapitre 4 : « Comment survient le changement » de David GRAEBER, *Comme si nous étions déjà libre*, Montréal, Lux, 2014, pp. 193-244.
- 15 Albert OGIEN et Sandra LAUGIER, *Le principe démocratie*, Paris, La Découverte, 2014, p.25
- 16 *Idem*, p.19
- 17 Discours de Pablo Iglesias, leader de *Podemos*, à Lisbonne, le 21 novembre 2014, lors du 9e Congrès du Bloc de Esquerada. Vidéo en vostfr, <http://youtu.be/NktLXjFRSRA> (consulté le 22/02/2015).
- 18 Albert OGIEN et Sandra LAUGIER, *op. cit.*, p.50
- 19 *Idem*, p.269



page six

Élections à « Souriland »

Il était une fois Souriland, un pays peuplé de souris. À Souriland vivaient, travaillaient ou pas, mouraient une majorité de souris ayant le droit de vote aux élections.

À la première élection, elles élurent le parti des chats noirs. Le parti des chats noirs prit deux décisions. La première fut de limiter la vitesse de circulation des souris pour les capturer plus facilement. La deuxième celle de déterminer les caractéristiques de l'entrée des souricières : elles seraient rondes et suffisamment larges pour qu'un chat puisse y introduire une patte et capturer les souris.

Les souris s'indignèrent au point d'élire massivement aux élections suivantes le parti des chats blancs. Ceux-ci décrétèrent que le problème premier des souris était les portes des souricières qu'il fallait faire carrées plutôt que rondes, et plus grandes. Alors, les chats purent y introduire deux pattes et capturer les souris plus aisément. Sans surprise, aux élections suivantes ce fut le parti des chats mi-blancs, mi-noirs qui prit le pouvoir. Eux non plus n'apportèrent pas de solutions aux problèmes des souris et perdirent les élections suivantes au profit des chats roses qui n'eut pas plus de succès.

Une morale s'imposa enfin à cette histoire perdue d'avance : jamais aucun parti politique de chats n'aura pour dessein de régler les problèmes des souris. C'est alors qu'une souris enthousiaste proposa à un groupe de congénères : et si nous fondions un parti de souris ? Immédiatement, les médias clamèrent en chœur : « Populiste ! »

Extrait d'un discours de Pablo Iglesias à Lisbonne - 21/11/14 - sous-titres français
<https://www.youtube.com/watch?v=NktLXjFRSRA>
Ajoutée le 9 févr. 2015

Pablo Iglesias explique à ses homologues du groupe parlementaire européen GUE/NGL (www.guengl.eu), les piliers constitutifs de l'essor de *Podemos* en Espagne.
Erratum: au curseur 19min14sec, il faut lire Herbert Marcuse (http://fr.wikipedia.org/wiki/Herbert_Marcuse) là où est sous-titré Jan Markusse.

Vidéo originale :

<https://www.youtube.com/watch?v=nYyaU...>

Titre original : « Gouvernement de chats au pays des souris : discours de Tommy Douglas en 44 et toujours actuel »
http://ma-planete.com/archive/mod_blog/id_36331/title_Gouvernement-De-Chats-Au-Pays-Des-Souris-discours-De-Tommy-Douglas-En-44-Et-Toujours-Actuel/

Les individus

Longtemps dénoncés comme étant les droits de la société bourgeoise dans les discours de la mouvance marxiste, les droits de l'homme s'imposent, depuis la fin des années 70, au centre des revendications sociales. Leur application et leur respect constituent aujourd'hui, pour les citoyens, un instrument d'appréciation de la légitimité d'une politique publique. Cependant, la reconnaissance juridique de ces droits nécessite une constante recherche d'équilibre entre, d'une part, l'affirmation de la singularité de chaque individu et, d'autre part, l'existence d'une communauté civique et d'un contrôle du destin collectif. Les droits de l'homme seraient ainsi tiraillés par des tensions individuelles et sociétales qui seraient au cœur même de la pratique démocratique.

Ainsi, l'avènement d'un *individualisme contemporain*⁷, consistant à accorder une plus grande valeur à ce qui différencie les hommes les uns des autres, à leur identité respective plutôt qu'à leur appartenance à une même communauté, est étudié comme un facteur déstabilisant de l'ordre social en place. La société ne parviendrait plus à veiller à ce que la singularité des individus ne prenne le pas sur l'intérêt général, sur la capacité d'action collective.

De ce fait, selon Marcel Gauchet, l'inflation actuelle des droits de l'homme et la judiciarisation permanente du conflit constitueraient deux facteurs atomisant de la société. Les citoyens se transformeraient en porte-parole exclusifs de leurs groupes respectifs, faisant de la politique une machine arithmétique destinée à dénombrer les volontés individuelles plutôt qu'un procédé visant à extraire du corps des citoyens l'intérêt général. Il s'ensuivrait une métamorphose de la fonction des gouvernements désormais limitée à un rôle de coordination fonctionnel d'où l'appellation de *démocratie minimale*⁸.

Nous serions donc en présence d'une crise de la démocratie, d'un retournement de la démocratie contre elle-même. Le système tendrait à nier ses conditions pratiques d'exercice en neutralisant toute notion de puissance de manière à placer la souveraineté de l'individu hors de toute atteinte. La démocratie des droits en arriverait ainsi à ériger le citoyen en un individu passif, égoïste et absolutiste au sens où la recherche d'un compromis articulé autour de la notion de bien commun et de l'existence d'une communauté civique serait rendue impossible sans risquer d'entraver ses droits et libertés.

À l'extrême donc, l'État de droit tendrait à se confondre avec la démocratie, dès lors, réduite à la sauvegarde des libertés individuelles et au respect des procédures conduisant à leur mise en œuvre. La démocratie ne recouvrerait dès lors plus la puissance collective et la capacité d'autogouvernement et serait ainsi jugé démocratique tout ce qui accroîtrait la place et le rôle des prérogatives individuelles. La souveraineté du peuple serait remplacée par la souveraineté individuelle, cette dernière s'affirmant à travers le refus de tout argument d'autorité.

L'État

Au XXI^e siècle, la souveraineté étatique est concurrencée par plusieurs instances remettant en cause les trois composantes de l'État, à savoir une population, un territoire et un gouvernement.

Tout d'abord, les citoyens ne sont plus uniquement représentés par des institutions étatiques, par un seul niveau de pouvoir, tout comme la société n'est plus uniquement liée à un seul État. La séparation verticale des pouvoirs, induite par la multiplication des niveaux de gouvernance (locale, nationale, régionale et mondiale) crée un phénomène d'éclatement de la citoyenneté. Ces différentes strates peuvent être considérées par la population comme un enrichissement considérable. Cependant, suite à l'actuel renforcement du projet européen, elles favorisent également des phénomènes de repli identitaire et de (ré)affirmation d'identité qui profitent à de nombreux partis populistes et d'extrême droite.

Ensuite, le développement économique et la mondialisation des échanges commerciaux renvoient de plus en plus rarement aux frontières d'un État. La politique se globalise, la société devient transnationale, les normes juridiques se superposent et, parfois, entrent en contradiction. Dès lors, la capacité d'action des gouvernants ainsi que leur liberté d'action sont entravées. L'Union européenne constitue à ce titre, aujourd'hui, le bouc émissaire idéal et récurrent des chefs d'État pour justifier leur incapacité à mettre en place les politiques publiques promises durant les campagnes électorales.

Enfin, la multiplication des autorités administratives indépendantes, des établissements autonomes, des entités informelles, des organismes internationaux, des ONG... vient concurrencer l'action étatique. L'État national n'est plus le seul cadre de référence. Cette complexification du système peut provoquer un sentiment d'incompréhension chez les citoyens et/ou une incapacité des hommes politiques à prendre leurs responsabilités. Tiraillés entre des impératifs internationaux et des changements internes, les actions politiques verraient leur marge de manœuvre se restreindre à des champs d'application de plus en plus spécifiques et techniques mettant à mal la souveraineté étatique et donc sa légitimité. De ce fait, la moindre décision nécessite une importante, mais nécessaire, demande de consultation induisant un sentiment d'inertie, de répétition et d'inaction.

Le pouvoir n'appartient donc plus uniquement au gouvernement. Il se dilue sur l'ensemble du processus décisionnel, ceci illustrant, aujourd'hui plus que jamais, sa nature relationnelle et invalidant de ce fait les théories politiques qui se réfèrent à lui comme à une force identifiable matériellement et spatialement. Selon Claude Lefort, en démocratie, « le lieu du pouvoir est un lieu vide⁹ » interdisant aux gouvernements de s'approprier le pouvoir.

Quelle légitimité pour la démocratie ?

L'analyse des trois éléments proposés, à savoir le lien représentant-représenté, la reconnaissance de l'individu vis-à-vis de la société et l'action du pouvoir étatique, nous permet de mettre en évidence une perte de légitimité de trois types: représentation, unité et action.

La légitimité de représentation repose sur l'idée d'une volonté générale qui s'exprime directement à travers le processus électoral et durablement à travers l'activité quotidienne des représentants politiques. Cependant, au XXI^e siècle, la représentation n'est plus au cœur du processus démocratique. Elle est désormais considérée comme une composante parmi d'autres de la citoyenneté, ne suffisant plus aux citoyens pour contrôler la décision et l'action politique.

La légitimité d'unité serait, elle aussi, mise à mal suite à un affaiblissement du lien représentant-représenté mais également du lien société-individu. En effet, les citoyens ne constituent pas une masse homogène, ils se manifestent à travers une multitude d'expressions. Selon Pierre Rosanvallon, « le peuple est désormais aussi le pluriel de minorité¹⁰ ». La notion de majorité perdrait de son sens sociologique et l'unité de la communauté politique serait entravée par des revendications individuelles opposées à la puissance collective et à la capacité d'autogouvernement.

Enfin, la légitimité d'action serait également remise en question. La prolifération des instances de gouvernance limiterait le champ d'action des représentants devant constamment coordonner leurs politiques avec les instances supérieures et inférieures, entraînant à l'égard des leaders politiques un sentiment d'inaction et d'incapacité à appliquer les programmes pour lesquels les citoyens les ont élus.

La démocratie délibérative, la démocratie continue, la démocratie participative ou locale, la cyberdémocratie, apparaissent dès lors comme autant de tentatives de réponses à ces problématiques de distanciation, d'autonomisation et d'inertie. Pour faire face à l'instabilité du système, il conviendrait de « démocratiser la démocratie¹¹ », de renforcer le pouvoir politique entre les mains du peuple à travers différents mécanismes politiques et institutionnels tels que la plus grande participation citoyenne et le tirage au sort.

De ce fait, et malgré une perte de légitimité à différents niveaux, le concept démocratique n'est nullement remis en question. Au contraire, nous assistons, dans de nombreuses situations, à une volonté de l'approfondir et de l'élargir. Nous ne serions donc pas en présence d'une crise de la démocratie, d'une crise de son idée et de sa nature, mais d'une remise en question de l'application de ses processus et dynamiques, d'une volonté plus grande de son affirmation. En ce sens, l'idéal de la démocratie possède, actuellement, au sein des sociétés européennes contemporaines, le monopole de la légitimité puisque toute forme de légitimité passe essentiellement par cet idéal.

François Debras,
chercheur au Centre d'études Démocratie (ULg)

La démocratie des droits en arriverait à ériger le citoyen en un individu passif.

1 A ZARKA Yves-Charles (dir.), *Repenser la démocratie*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 73.
2 ROSANVALLON Pierre, *La contre-démocratie ; la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006, p. 9.
3 MONGOIN David, *Le pari de la liberté*, Paris, Classiques Garnier, 2012, p. 345.
4 MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 2008, p. 305.
5 DE COOREBYTER Vincent, « La crise du système démocratique », in *La Revue Nouvelle*, n°9-10, 2014, p. 20.
6 ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 1966, p. 134.
7 ELIAS Norbert, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991, p. 208.
8 GAUCHET Marcel, *La démocratie d'une crise à l'autre*, Nantes, Cécile Defaut, 2007, p. 40.
9 LEFORT Claude, *Essais sur le politique ; XIXe - XXe siècles*, Paris, Seuil, 2001, p. 28.
10 ROSANVALLON Pierre, *La légitimité démocratique : impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Seuil, 2008, p. 11.
11 VAN REYBROUCK David, *Contre les élections*, Arles, Actes Sud, 2013, p. 190.

Rabbitland

Un court-métrage qui vous fera mourir d'un rire rose.

« Les lapins sans cerveau ont de la chance. Il ne peut rien leur arriver, car ils se situent tout en haut de l'échelle de l'évolution. Ils vivent dans les ruines de Rabbitland, une démocratie parfaite. Chaque jour, ses habitants vont voter. Et chaque jour, ils élisent les mêmes représentants. Après avoir voté, ils rentrent chez eux et regardent les résultats du scrutin à la télévision et sont heureux. Si heureux qu'il y a de quoi prendre peur... Un conte grinçant, magistralement réalisé en pâte à modeler. »

Le film *Rabbitland* a remporté l'Ours de verre du meilleur court dans la catégorie « *Generation 14plus* », à la Berlinale en 2013.

Court-métrage d'Ana Nedeljkovic et Nikola Majdak, 8 min, couleurs
La bande annonce est disponible sur www.ananedeljkovic.com.



Jazz collabo – Front national des musiciens

par Raphaël Schraepen

En 1941 et 1942, toute l'Allemagne civile est affalée sur son sofa et prend très mal les choses, comme aurait pu l'écrire Kurt Tucholsky. Oui, l'Allemagne prend très mal les bombardements alliés, les restrictions et se demande quand tout cela va finir. Même si elle ne le dit pas, une partie de l'Allemagne est fatiguée du tonitruant *Horst-Wessel-Lied*, l'hymne officiel nazi. Elle regrette la musique légère moderne, a besoin du swing ou même d'une certaine forme de Jazz. Goebbels s'en rend compte. En spécialiste de la propagande, il sait que l'Allemagne, même civile, ne doit pas se démorale. Il va autoriser sur les ondes radiophoniques la diffusion de jazz, très probablement sans en référer à Hitler. De façon curieuse, l'auditeur allemand va donc avoir droit à des morceaux de Duke Ellington, Louis Armstrong, deux nègres, et du juif Benny Goodman. Aucun de ces titres n'était ni annoncé ni désannoncé sur l'antenne, mais on les entendait bel et bien.

J'imagine que de Goodman on ne diffusait tout de même pas *Mission To Moscow*, d'après le livre de Joseph Davies qui plaide indirectement pour un rapprochement diplomatique entre l'Amérique de Roosevelt et l'Union soviétique de Staline. Mais avant d'évoquer le « jazz collabo », oxymore étrange s'il en est, encore quelques mots sur Benny Goodman qui, dans ces années-là, constitue un pont entre le jazz et la musique classique. C'est en effet le clarinettiste qui créera *Contrats* de Bela Bartok et l'*Ebony Concerto* d'Igor Stravinsky, même si ce dernier l'avait conçu pour Woody Herman. Autre cas de crossover : *Spring Will Be So Sad* créé par Glenn Miller et son orchestre sur un texte de la compositrice Margaret Bonds, issue de la Harlem Renaissance.

Donc l'Allemagne a soif de musique légère, de musique, de danse ou de jazz « de salon ». Un dirigeant de la radio, Fritz Pauli, donne les bases de l'orchestre idéal : douze violons, quatre altos, des cuivres (non précisés, mais pas de saxophone), basse, batterie et une cithare allemande. Étrange conglomérat, et qui ne tiendra pas la route. Goebbels, par opportunisme, va céder aux sirènes des saxophones par l'intermédiaire d'un praticien de l'instrument sans beaucoup de scrupules idéologiques, un certain Lutz Templin. Ce dernier était très connu dans les années 1930 en temps que leader d'un orchestre de swing. Il avait au préalable réussi à faire mettre dehors son prédécesseur, un juif nommé James Kok. Templin sera à la base du plus célèbre combo collabo : *Charlie and his Orchestra*.

Ce nom devrait sonner faux à toute oreille férue de Jazz. On n'appelle jamais un band comme ça. Soit le leader garde son patronyme complet (Louis Armstrong, Glenn Miller), soit il utilise un pseudo, complet ou pas (« Duke » Ellington, « Count » Basie, « King » Oliver), mais un simple prénom, c'est rarissime. « Charlie », c'est en fait Karl Schwedler. Nazi mais pas trop, comme on pourrait le dire avec un rien de cynisme, il a l'avantage de connaître l'anglais et de le chanter sans l'accent allemand – même s'il manque du délié et de la gouaille propre aux chanteurs américains. On utilisera Schwedler comme chanteur de propagande, avec derrière lui un « vrai » orchestre de jazz.

« Vrai » ? De manière formelle, peut-être. Mais le jazz implique pratiquement de facto une « éthique » bien éloignée de ce qui va animer Charlie et son orchestre. On dira de ses musiciens qu'ils sont « compétent », mot américain qu'on utilise souvent avec ironie. Sa traduction première, compétent donc, est insuffisante pour recouvrir le concept. Quand on est « compétent », on est donc correct, parfois juste correct, mais on manque sûrement de l'étincelle qui fait le génie ou tout simplement le talent. Voyons le répertoire de ce groupe juste compétent...

Il est fait de reprises de classiques modernes américains, classiques du Jazz, un peu, classiques du swing ou succès commerciaux surtout. Très vite, Goebbels utilisera Charlie et ses musiciens, non pas pour les auditeurs allemands, mais pour les diffuser sur les ondes courtes qui baliaient jusqu'en Grande-Bretagne et bien au-delà. Le truc est le suivant : on chante un ou deux couplets avec les paroles d'origine. La suite est censée démorale les troupes alliées. Si la femme aimée est loin, ce n'est pas parce qu'elle ne nous aime plus ou qu'elle a un amant, c'est bien à cause de ces foutus juifs à cause de qui on est obligé de faire la guerre contre cette puissante armée allemande. Une légende prétend que Winston Churchill s'étouffait de rire chaque fois qu'il entendait une chanson de *Charlie and his Orchestra*. Vu le caractère du personnage, ce n'est peut-être pas tout à fait improbable...

Après la guerre, ces musiciens n'ont pas été trop inquiétés. Les instrumentistes ont pu dire qu'ils ne comprenaient rien aux paroles, qu'ils faisaient juste leur métier avec le plus de compétence possible. Lutz Templin est mort à Stuttgart en 1973 et a continué à faire des concerts presque toute sa vie. Quant à Charlie, on sait très peu sur lui après 1945. Dut-il subir un procès ? Et lequel ? Il se retrouve croupier dans un casino. On sait qu'il émigre aux États-Unis en 1960 où il se fond dans le paysage. Il serait mort en 1970. Ou en 1973, d'après d'autres sources. Ou plus tard. Exit Charlie de toute façon.

Le cas *Charlie and his Orchestra* me permet d'aborder une question qu'on pose parfois et pour laquelle il n'y a pas

de réponse définitive : en musique classique, y a-t-il eu des artistes nazis ? Dans les interprètes, oui. Chez les compositeurs, oui aussi, mais il convient de nuancer, de faire la part des choses entre ceux qui ont cédé aux tentations nazies de manière plus ou moins impliquée, et ceux qui auraient été en quelques sorte créés, formés, façonnés par le système, à l'instar de Charlie et ses sbires. Ils sont très peu nombreux.

Parmi eux, Peter Raabe, d'abord connu comme chef d'orchestre. Ouvertement pronazi, il soutient activement Goebbels dans toutes ses démarches « culturelles ». En 1935, il succède à Richard Strauss comme tout puissant chef de la *Reichsmusikkammer* (RMK). Son prédécesseur, dont la conscience politique était pourtant perméable au régime, avait démissionné quand il s'était rendu compte qu'une partie de son travail consistait à démettre de leurs fonctions des artistes juifs ou réputés bolcheviques, et les envoyer dès lors dans des camps ou leur promettre un sort pire encore. Raabe n'eut pas ce scrupule. Mort le 12 avril 1945, on ne joue jamais ses œuvres.

Il y eut aussi Max Trapp, nazi de la première heure, davantage censeur à la RMK que véritablement artiste. Sa seule heure de gloire, c'est en 1940, quand il reçoit le prix national de composition. Plus personne ne joue sa musique. Il meurt en 1971. Et aussi Hermann Unger qui, après avoir été influencé par Max Reger, tourne mal et adhère au parti nazi en 1931. Délateur plus que musicien – il harcela plusieurs de ses collègues, et plus particulièrement Walter Braunfels, il est considéré par Ernst Krenek comme un « compositeur de troisième zone ». Il meurt en 1958. Allemand né en Russie, Hans Pfitzner doit figurer dans cette courte liste, comme nazi « passif » (il n'est coupable d'aucun délit à proprement parler) mais dont le nationalisme exprimé très tôt, la rage et la haine de toute modernité épousaient les formes du régime. Il décède en 1949. On joue encore parfois son opéra *Paestrina*.

Le cas de Richard Strauss mérite quelque réflexion. On l'a vu, il a profité du système pendant les années 1930. Il s'est pourtant plus d'une fois opposé à Hitler lui-même. Les deux hommes se connaissaient et avaient installé un rapport de force où manifestement tous deux s'interdisaient d'aller trop loin. Après la guerre, ce sont les autorités américaines qui lui interdirent de quitter le territoire allemand. Le sujet est délicat : objectivement, Strauss est, à l'époque, un des compositeurs vivants les plus célèbres au monde, il n'a pas personnellement de sang sur les mains et on peut même arguer qu'il a sauvé des collègues. Mais alors que le chef d'orchestre de gauche Toscanini ne lui pardonne rien, Strauss va recevoir un soutien inattendu, celui d'Arnold Schoenberg, ancien rival et victime des nazis. Ce dernier argue avec justesse qu'il est hypocrite de stigmatiser l'homme, de le « bannir intérieurement » alors que l'on continue à jouer sa musique partout dans le monde occidental. Richard Strauss passera les dernières années de sa vie dans un petit deux-pièces en Suisse, aidé par un mécène. Il s'éteint en 1949.

En opposition à ceux qui précèdent, évoquons à présent un mouvement de résistance français peu connu, le Front national des Musiciens, formé sous l'égide du chef d'orchestre Roger Désormière (1898-1963) et des compositeurs Elsa Barraine et Louis Durey. Désormière est une figure importante de la vie musicale française de la première moitié du vingtième siècle. Il étudie d'abord la composition chez Charles Koechlin, puis la flûte. Il se lie d'amitié avec Darius Milhaud. Il abandonne assez vite la composition au profit de la direction d'orchestre, où il se révèle très vite une figure essentielle. Il existe peu d'enregistrements disponibles de « Déso », comme certains proches l'appelaient, mais qui veut se rendre compte de la limpidité de ses interprétations peut essayer de découvrir ses versions de *La création du monde* de Milhaud, de Pellés et Mélisande de Debussy ou encore du *Buisson ardent* de Koechlin.

Déso adhère au Parti communiste français dans les années vingt. Il travaille énormément pour la radio. Il est suffisamment talentueux pour réussir une expérience audacieuse en 1930 : lors d'une interprétation de l'Invitation à la valse de Carl Maria von Weber, l'orchestre joue en direct les seize premières mesures, les seize suivantes qui sont diffusées ont en fait été préenregistrées, puis l'orchestre joue à nou-

veau les seize qui suivent et ainsi de suite jusqu'à la fin.

Pour ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, partons directement pour l'année 1941. Avec Barraine, Durey, mais aussi Roland-Manuel, ils mettent sur pied ce groupe clandestin, le Comité de Front national des Musiciens. Dans un premier temps, il s'agit de diffuser des matériaux de contre-propagande, des tracts, etc. Elsa Barraine est chargée d'organiser les réunions. Elle se fait arrêter en 1942 mais est libérée assez vite grâce à l'intervention d'un haut-fonctionnaire parisien. C'est l'année suivante que le Front national des musiciens est réellement établi avec son texte fondateur rédigé par Déso, Durey et Barraine – seuls les deux premiers sont communistes, la dernière sympathisante. Parmi les compositeurs impliqués, notons Georges Auric, Roland-Manuel, le jeune Henri Dutilleul ou encore Francis Poulenc, ce dernier étant notoirement catholique. Dans ses membres actifs les plus impliqués, on doit citer la cantatrice Irène Joachim, très proche de Désormière et qui avait d'ailleurs tenu le rôle de Mélisande sous sa direction. Bientôt, le groupe s'élargit avec la participation de techniciens ou de machinistes.

Le Front venait en aide à des juifs ou à des réfractaires au Service du travail obligatoire. Ses actes de résistance « musicale » sont multiples : création de compositions sur des textes d'auteurs interdits, ou encore concerts de musiciens dégénérés sous de faux noms. Ainsi a eu lieu à Paris, devant des nazis, la création d'une pièce au titre étrange, *Mous-a-Rachac*, d'un tout aussi mystérieux Hamid-ul-Hasarid. Il s'agissait en fait d'une reprise du *Scaramouche* de Darius Milhaud ! L'occupant n'y a vu que du feu.

Il y eut une victime parmi les proches du Front : le machiniste à l'Opéra Garnier Jean Hugues, déporté politique et mort à Auschwitz en 1943. Sa veuve sera aidée par le Front, les collègues de son mari, puis par son syndicat.

Dès 1944, Elsa Barraine dirige la firme de disques *Le Chant du Monde*, bien connue des mélomanes attirés par les musiques dites engagées, et ce jusqu'en 1947. Cette même année, elle fonde avec Déso un autre mouvement, suite logique du précédent, l'Association française des Musiciens progressistes. Âgé de 80 ans, Koechlin en accepte la présidence d'honneur. Durey est encore de la partie.

Si Koechlin est à présent souvent enregistré, il est désolant de trouver de nos jours si peu de disques des deux autres. Mais il y a moyen d'écouter sur Internet *Crépuscule* et la très belle deuxième symphonie d'Elsa Barraine ou des pièces pour piano de Louis Durey, comme *Six pièces* de l'automne ou *Deux pièces* pour piano à quatre mains.

Shoah à vendre ?

par Jean-Paul Bonjean

Ouh lalalala ! Voici un roman qui déteint sur le genre habituel des lectures proposées dans cette chronique. Le livre est une satire en diable du commerce (lisez « du business ») qu'a pu générer l'exercice mémoriel lié à la Shoah. Heureusement, l'auteur, Tova Reich, est juive et ne pourra que difficilement être taxée d'antisémitisme. Mais le propos est virulent.

Le père et le fils Messer vivent par et pour le génocide juif, notamment grâce au Musée de l'Holocauste de Washington. Avec un cynisme aguerri à la meilleure école de la rentabilité, ils font flèche de tout bois : création d'un label « Holocauste compatible », levée de fonds publics mal utilisés, voyages d'affaires aux agréments excessifs,



mensonges servant leurs visées arrivistes, tout y est. Il y a toutefois un grain de sable dans la machine : Nechama, la fille de Norman Messer, s'est convertie au catholicisme et est entrée au carmel d'Auschwitz. S'ensuit une accumulation de petits scandales dont la saveur peut parfois paraître un peu lourde.

La Bibliothèque George Orwell présente

par Jérôme Delnooz, bibliothécaire

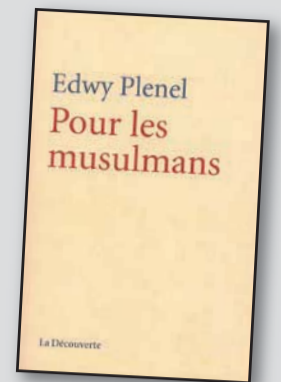
• **Gilles Dorransoro (dir.), Olivier Grojean (dir.), Identités et politique : de la différenciation culturelle au conflit**, SciencesPo/Les presses, 2014, 25 €

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le monde – y compris nos démocraties – est ébranlé par une explosion de conflits portés par des revendications identitaires. Pour étudier les causes de ce phénomène, les auteurs de ce livre ont choisi d'analyser trois pays dont le modèle de société repose sur une division stricte entre catégories d'individus : l'Iran, la Turquie et le Pakistan. Pourtant, nous verrons que de telles séparations ne conduisent pas nécessairement au conflit. Les raisons du basculement seraient plutôt à chercher du côté du politique qui exacerbe les tensions de différentes manières : discrimination, distribution inégale des ressources, découpage territorial, violence armée comme outil de mobilisation nationale...



• **Edwy Plenel, Pour les musulmans**, La Découverte, 2014.

Un ouvrage dont le propos s'inscrit pleinement dans notre actualité brûlante... Son auteur, le journaliste Edwy Plenel, s'insurge en effet contre le racisme de l'extrême droite, mais dénonce surtout la banalisation d'un discours antimusulman par des tendances réactionnaires (parfois même académiques) ainsi que par la xénophobie ordinaire. Dans un souci d'ouverture, et avec les convictions dont il sait faire preuve, le président de Mediapart prend à contrepied la logique du « bouc émissaire » et défend la communauté en mobilisant des valeurs humanistes. Ce plaidoyer pour le vivre ensemble a été récompensé par le prix « Fetkann de la mémoire ».



• **Gaïdz Minassian, Le rêve brisé des Arméniens**, Flammarion, 2015.

Il y a 100 ans se déroulait le génocide arménien. À l'occasion de ces commémorations, Gaïdz Minassian revient sur les origines de cette terrible entreprise de mort, qui avait déjà été précédée par des massacres de masse, notamment à la fin du XIX^e siècle. Toutefois, il ne faut pas oublier qu'à l'époque des courants de résistance arméniens s'étaient dressés contre ces persécutions. Parmi ceux-ci, l'auteur met en lumière les actions des jeunes gens de la Fédération Révolutionnaire Arménienne (FRA) qui ont milité pacifiquement puis avec les armes pour la reconnaissance de leur identité, la liberté et l'égalité entre les nationalités.



• **Ville Tietäväinen, Les mains invisibles**, Casterman, 2015.

Au sein de nos sociétés occidentales, on associe souvent les sans-papiers à la notion d'« immigration clandestine » sans tenir compte de la charge péjorative qu'elle comporte. Dans cette bande dessinée, Ville Tietäväinen nous rappelle qu'il s'agit avant tout d'être humains en quête d'une vie meilleure, notamment pour leur famille restée au pays. Leur vision d'une « Europe Eldorado » s'avère bien éloignée de la réalité. L'auteur illustre cette dimension tragique à travers l'épopée de Rachid, un migrant marocain qui arrive en Espagne, mais dont les rêves se heurtent à de sinistres obstacles : cupidité des passeurs, exploitation par des mafias d'agriculteurs locaux, prosélytisme des islamistes...



• **Gaston-Paul Effa, Rendez-vous avec l'heure qui blesse**, Gallimard, 2014, coll. « NRF, Continents noirs », 17,90 €

Dans ce roman, l'écrivain adopte un regard singulier sur la Seconde Guerre mondiale : Raphaël Élizé, le narrateur, est un petits fils d'esclave martiniquais, qui en dépit du racisme devient le premier maire noir d'une ville de France métropolitaine en 1929. Durant les années de guerre, après avoir été chassé de son poste par l'occupant nazi et son idéologie raciale, l'élus socialiste entre en résistance puis est déporté à Buchenwald où il meurt en 1945. Malgré ce parcours atypique, il faudra attendre le début du XXI^e siècle pour que cette personnalité soit réellement reconnue par les Autorités.



Première Guerre mondiale

• **Félix Brune, Michael Delbosco, Daniel Duhand, Les poilus d'Alaska : Moufflot, hiver 1914**, Casterman, tome 1, 2014, 13,50 €

Cette bande dessinée débute dans une France meurtrie par la Grande guerre et l'hiver très rude de l'année 1914. Puis le récit nous emmène à des milliers de kilomètres de l'Europe. Plus précisément, sur les traces de Louis Moufflot, un officier français, ancien orpailleur, qui tente le pari fou de ramener d'Alaska une meute de 400 chiens de traîneaux afin de bénéficier de leur capacité dans la campagne des Vosges. Ou comment des animaux, précédemment exploités dans la ruée vers l'or, se voient à présent enrôlés pour l'effort de guerre... Le premier tome plante le décor de cette aventure insolite !



• **Tal Bruttman, Auschwitz**, La Découverte, 2015, coll. « Repères ».

Baucoup d'entre nous connaissent le rôle central et funeste que le camp d'Auschwitz a joué dans le processus de la Shoah. Ce livre élargit néanmoins la perspective et démontre la complexité de la logique du camp qui ne se limitait pas à une dimension d'extermination pour les Juifs... Ainsi, Auschwitz était également un instrument de répression et de détention à l'encontre des tsiganes, des prisonniers de guerre soviétiques, des opposants polonais, des femmes... mais surtout un complexe économique-industriel de grande ampleur en constant développement répondant à une politique spécifique de colonisation nazie. À l'instar des autres ouvrages de la collection « Repères », ce volume se caractérise par son approche didactique (présence d'outils thématiques, d'index, de tableaux...).



• **Alain Chauvet, Le retour d'Hitler ? : Personne ne savait... personne ne sait ?**, Academia-L'Harmattan, 2015, 23 €

« Personne ne savait... personne ne sait ». Et pourtant, comme le montre ce livre, certains mécanismes se reproduisent invariablement au cours de l'histoire : particulièrement l'apparition d'un dirigeant « providentiel » et d'un pouvoir autocratique ou totalitaire, dont les visées expansionnistes ou raciales débouchent au bout du compte sur l'effondrement d'une civilisation et de la morale. Alain Chauvet isole parmi les facteurs d'émergence de ce phénomène cyclique un contexte politique et économique de prédation exacerbée, mais interpelle aussi le lecteur sur la responsabilité individuelle de tout un chacun. Un appel à la vigilance nécessaire, car les années 30 seraient de retour, et il faut se prémunir des bégaiements de l'Histoire. Cette dernière partie, moins scientifique, relève du point de vue personnel de l'auteur.



• **Christian De Metter, Catel Muller, Le sang des valentines**, Casterman, 2014, 15 €

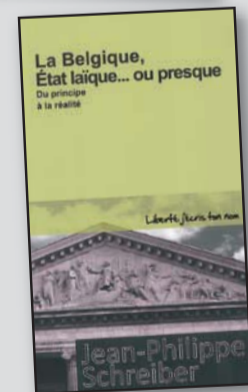
Durant la Première Guerre mondiale, les lettres d'amour, que l'on appelait les « valentines », mais aussi le courrier des proches, ont été d'une importance majeure pour soutenir le moral des soldats engagés au front. Pour représenter cet aspect du conflit, De Metter et Catel nous narre l'histoire du soldat Augustin Dortet, qui survit à l'enfer en partie grâce à la correspondance qu'il entretient avec sa bien-aimée. Les retrouvailles tant attendues ne seront pourtant pas telles qu'il les avait imaginées...



Le style pictural de cette BD traduit à merveille les émotions induites par la distance, la séparation et la guerre. En 2004, cette histoire tragique et forte avait d'ailleurs été récompensée au Festival d'Angoulême !

• **Jean-Philippe Schreiber, La Belgique : État laïque... ou presque**, Espace de libertés, 2014, coll. « Liberté, j'écris ton nom », 12 €

Pour Jean-Philippe Schreiber, la Belgique est un État partiellement laïque. D'une part, la Constitution reconnaît un régime de séparation, ou du moins, de neutralité confessionnelle ; mais d'autre part, dans les faits, les pouvoirs publics continuent à financer les cultes et les courants philosophiques parce qu'ils estiment que ces derniers ont un pouvoir structurant dans notre société. À l'aide de sa loupe d'historien, l'auteur pointe les limites et les aberrations d'un tel système, par exemple le financement à grands frais de deux grands réseaux d'enseignements. Il plaide donc pour le retour à une authentique laïcité constitutionnelle et fournit des pistes pour achever le processus en s'inspirant du modèle hollandais, français, voire irlandais.



Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

▼ = coup de coeur des bibliothécaires

Toutefois, la satire fait mouche et suscite une série de questionnements. Au-delà du scandale et au risque de titiller un révisionnisme dormant, c'est une artiste (fille de rabbin, au demeurant) qui s'exprime avec une pleine autonomie esthétique. Tova Reich assume complètement le paradoxe d'un questionnement irrévérencieux sur le statut de l'Holocauste (« Tous les Holocaustes sont égaux ») à la lumière d'un monde marchand qui se congratule tous les jours d'être aussi puissant. La « customisation » a des allures d'Holocauste light !

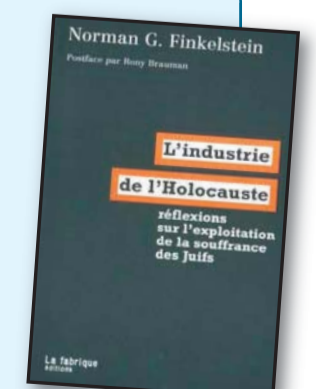
La caricature est efficace, aurait pu être un peu plus efficace. Une certaine surabondance de moyens nuit parfois au rire géant. Mais on pardonnera quand même à l'auteure d'avoir été mariée au directeur du Musée de l'Holocauste de Washington !

Tova Reich, *Mon Holocauste*, 2007. Pour la traduction : Le Cherche midi, 2014

Note de la rédaction

Pour prolonger le propos de Jean-Paul Bonjean ci-dessus, et pour la critique efficiente qu'il regrette ne pas avoir toujours trouvée dans le roman de Reich, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage sans concession de l'historien Norman Finkelstein, *L'industrie de l'Holocauste*, qui retrace l'édification historique de ce qui est qualifié ci-contre de « business de la Shoah » et que l'auteur nomme « industrie ». Lui-même fils de rescapés, Finkelstein écrit en introduction (p. 7) : « Ce livre est à la fois une étude anatomique et une mise en accusation de l'industrie de l'Holocauste. Mon propos est de démontrer que "l'Holocauste" est une représentation idéologique de l'holocauste nazi. Comme la plupart des idéologies, elle revêt un certain lien, même s'il est ténu, avec la réalité. L'Holocauste n'est pas une construction arbitraire, elle a sa cohérence interne. Ses dogmes centraux sont au service d'importants intérêts politiques et sociaux. »

Norman G. Finkelstein, *L'industrie de l'Holocauste : réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, Paris, La Fabrique, 2001





« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Alternative

« *There is no alternative!* » Couramment attribué à Margaret Thatcher, ce slogan résume à lui seul la déferlante néolibérale qui, partie des États-Unis et de la Grande-Bretagne au début des années 1980, a gagné petit à petit l'ensemble des pays occidentaux ainsi que les principales institutions supranationales : Banque mondiale, Fonds monétaire international, Commission européenne. Au point que, tout autre choix économique étant par principe exclu, la moindre remise en cause de cette *doxa* chère aux néoconservateurs se trouvait ipso facto clouée au pilori.

Depuis, la volonté de réduire les dépenses publiques a entamé les acquis sociaux de l'État-providence, accélérant comme jamais le processus des privatisations. C'était, est-il besoin de le rappeler, la victoire des économistes Friedrich Hayek et Milton Friedman face à un John Maynard Keynes dont la doctrine, favorable à la régulation des marchés, devait soi-disant être jetée aux oubliettes de l'Histoire. Place à la « main invisible » donc, métaphore du libre-échange tous azimuts ou potion magique appelée à résoudre tous les problèmes sociétaux.

La mise en place de cette libéralisation sans garde-fous, aggravée par les politiques d'austérité imposées depuis la crise bancaire de 2008, n'a pas manqué de frapper durement les populations européennes. Or la faculté d'adaptation du capitalisme – ce Protée aux appétits illimités – fait peu de cas des êtres humains, les laissés-pour-compte en priorité, acculés qu'ils sont le plus souvent à de douloureuses situations de survie. Et pourtant, selon l'économiste Bruno Colmant, « une connaissance sommaire de la science économique apprend que l'austérité et la contraction monétaire aggravent les crises [...]. C'est d'ailleurs la leçon suprême de la crise des années 30 qui aurait été évitée par un assouplissement économique plutôt que par des politiques de rigueur¹ ». Comme quoi, au vu de la paupérisation de nos sociétés, une minorité de riches accaparant les plus grosses fortunes de la planète, on pourrait légitimement se demander si certaines médecines ne sont en définitive pas pires que le mal qu'elles sont censées combattre...

L'austérité, seul remède à la crise des finances publiques ? On en est toujours là dans l'Union européenne, en dépit de plusieurs voix qui crient casse-cou, telles celle émanant du Mouvement des économistes atterrés et celle de Bernard Maris qui s'est malheureusement tue à la suite de l'attaque meurtrière de *Charlie Hebdo* le 7 janvier dernier. Elles confirment en tout cas que l'économie est loin d'être une science exacte et que, à tout prendre, elle pourrait bien se trouver prisonnière d'une nasse de présupposés idéologiques. Lesquels justifieraient après-coup des situations acquises et empêcheraient dès lors l'émergence de projets de société plus équitables. Rares jusqu'à présent sont les gouvernements qui osent, comme jadis dans l'Amérique du *New Deal*, proposer des politiques alternatives : relancer l'investissement public, par exemple. Peut-être conviendrait-il que, le nez dans le guidon de la gestion quotidienne, leurs membres osent relever la tête et sortir un tant soit peu d'un programme qui les empêche d'entrevoir d'autres horizons possibles. ••

Du 7 janvier 2015 au « Oui, mais... » : une opinion personnelle...

Par **Manuel Dony**
Chef d'établissement, Président du CEF,
échevin à Grâce-Hollogne et... prof

Mais

Le traitement de l'actualité dramatique de la tuerie de *Charlie* et de ses suites parisiennes ou verviétoises a suivi son cours médiatique. Après une redondance d'images – dont la plupart n'avaient pas grand-chose à dire –, de commentaires à chaud, puis la prise de conscience collective et émotionnelle viennent désormais les premières analyses qui gagneront, je l'espère, en rationalité au fil de la confrontation des idées.

Ce qui m'a frappé d'abord, c'est combien au-delà d'une uniformité qu'imposait la barbarie de l'agression, rares étaient les prises de positions exemptes d'un « *mais...* ». Un « *mais...* » dont les philologues et les experts en communication attestent que dans un énoncé, il supprime tout ce qu'il y avait avant, comme une soustraction. À titre d'exemple, l'énoncé « *C'est un bon travail, mais il y a des points à éclaircir...* » remet votre interlocuteur au boulot plus qu'à l'autosatisfaction alors que le même message en deux phrases distinctes prend une tout autre teneur : « *C'est un bon travail. Pourquoi ne pas l'améliorer encore en éclaircissant certains points ?* ».

Qu'entendre donc dans le discours d'actualité si prisé aujourd'hui : « *La liberté d'expression existe, c'est un droit mais «ils» n'auraient pas dû blasphémer* ».

Oui, mais...

N'est-il pas temps d'oser affirmer que les droits de l'Homme qui garantissent l'existence de nos démocraties ne doivent souffrir d'aucune condition, ni restriction ? Ne faut-il mettre en avant leur caractère universel et « acontextuel » ? Tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre à l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi qui classe ces délits en trois catégories : la catégorie la plus bénigne, relevant de l'atteinte à la vie privée ; la catégorie intermédiaire, constituée par les insultes et les mensonges et, enfin, la catégorie la plus grave, relevant de l'apologie des crimes et des délits et de l'incitation à en commettre, ou bien de la négation de crimes contre l'humanité.

Il est illusoire de penser que la poursuite d'une politique économique qui génère, en Europe, une course à la dualisation entre ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien – toujours plus nombreux – n'aboutira pas, à terme, à une révolte de plus en plus forte des exclus. Certains arrivent à l'exprimer de manière légale au sein de la société en portant leurs espoirs dans une renaissance d'idéologies « anti-austérité » qui trace la voie du triomphant « *Syriza* » ou du « *Podemos* » espagnol plein d'avenir mais aussi d'ambiguïtés. D'autres versent dans des extrêmes périlleux pour nos démocraties, qu'il s'agisse de partis néo-nazis ou d'expressions religieuses radicales. D'autres encore, les mêmes souvent que ces adeptes de l'extrême, s'abandonnent à une délinquance facile les menant, de la petite criminalité à un univers carcéral qui, en Belgique, semble constituer un redoutable incubateur du radicalisme de tout poil.

Rappelons avec force qu'aucun lien de causalité entre immigration et délinquance n'est établi dans nos pays européens. La surreprésentation des étrangers de confession musulmane dans nos prisons atteste seulement de leur surreprésentation dans des catégories d'âge, de formation ou de situation socio-économique qui sont associées à un risque de délinquance accru. L'analyse des parcours des jeunes djihadistes meurtriers révèle ainsi quasi systématiquement des épisodes de vie où ces individus furent d'abord des exclus du système. Ces espèces de paumés sans avenir, sans quête, sans idéal, ces délinquants perdus deviennent des proies faciles pour un radicalisme religieux prompt à jouir de leurs frustrations pour en faire des barbares sanguinaires au parfum illusoire de martyrs, au simple besoin d'exister aussi lâchement que ce soit.

La politique néolibérale que prône la majorité du Parlement européen trouve là un de ses effets les plus détestables et la réponse qu'apportent les partis traditionnels de gauche doit cesser de prendre elle aussi la forme d'un « *oui mais...* » vis-à-vis duquel mon introduction tentait de mettre en exergue les limites.

Non, mais !

Paradoxalement, le libéralisme répond prioritairement à ces aspirations sécuritaires en se tournant vers ces services publics qu'ils considèrent pourtant si souvent comme dispendieux, inefficaces et sources de réponse toute trouvée aux économies budgétaires successives qu'il impose aux États. *Charlie* oblige, la police recevra des moyens et l'armée qu'on pensait presque bradée est dans nos rues. Il faut avouer, soit dit en passant, qu'on est loin de la ligne éditoriale des caricaturistes de la rédaction.

Puis, on se rappelle (enfin !!!) que l'éducation, soumise à la disette elle aussi, constitue encore le meilleur de nos remparts face à l'imbécillité. Au premier rang de tous les programmes électoraux, l'éducation revient comme une valeur refuge en termes de réponse à chacune de nos crises. Au « *Contrat pour l'école* », pas encore évalué, succède aujourd'hui en Fédération Wallonie Bruxelles un ambitieux « *Pacte pour une école d'excellence* » qui engagera l'action de nos enseignants pour dix années de plus.

La solution réside sans doute effectivement dans l'instruction et la formation, mais (encore ce « *mais* ») l'école doit d'urgence cesser d'être une échappatoire politique confortable où les partis injectent des réformes, de préférence pas trop coûteuses et cautionnées par quelques chercheurs pas trop révolutionnaires, tout en sachant qu'elles ne porteront leurs effets qu'au-delà de leurs échéanciers électoraux ou que l'énorme résistance au changement du monde scolaire édulcorera l'ambition initiale du projet, du contrat ou du pacte.

L'école d'aujourd'hui, ses maîtres et ses élèves, est confrontée à un nouveau double défi : forger un esprit critique face à des nouveaux médias totalement débridés et réputés incontrôlables puis transmettre une « *citoyenneté* » un « *tronc commun* » philosophique et éthique, que la société elle-même a du mal à définir. Non, mais ! Raisonnablement, peut-on sereinement attendre autant d'une institution dont les structures de base relèvent du XIX^e siècle, qui est animée par des enseignants du XX^e siècle plongés dans une crise sociétale qui marque de son empreinte les enfants du XXI^e siècle, logiquement déboussolés par les contradictions que leur offrent les adultes ?

Est-ce à l'École qu'il faudra trancher entre « *privatisation* » et « *service public* », entre « *solidarité* » et « *logique du seul profit individuel* », entre « *liberté d'expression* » et « *censure* », entre « *précipitation* » et « *réflexion* » entre bonheur de « *l'être* » ou de « *l'avoir* » ?

Il n'y a plus de « mais »

Combien de temps encore, et tous partis confondus, pourra-t-on exiger de l'éducation un rôle d'ascenseur social si on n'évalue pas courageusement les raisons qui font de notre système éducatif l'un des plus inégalitaires d'Europe ? Qui aura aussi le courage de constater que, même pour ceux qui réussissent à prendre l'ascenseur, il n'y aura de places aux étages qui si on questionne notre système économique et la société duale qu'il génère ?

Le monde enseignant est, en tous cas, en droit d'exiger de notre société et de ses représentants politiques une clarification de son contrat. À l'heure où tant le sécuritaire émotionnel que la réflexion pragmatique interpellent le service public et mettent en relief son rôle essentiel et les formes diverses qu'il peut prendre, on doit raisonnablement s'interroger sur les moyens qui demain lui seront attribués.

Entre l'urgence d'une police garante de notre sécurité et celle d'un corps enseignant qui doit assurer notre avenir, on comprend combien il est nécessaire d'orienter les États européens vers des mesures économiques qui favorisent la relance et l'obtention de mesures sociales capables de répondre à la « *crise humanitaire* » que nous connaissons.

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Tolérance et à la Résistance • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Présidente : Dominique Dauby • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Coordination et cellule pédagogique : 04 232 70 64 • Secrétariat et administration : 04 232 01 04 • Accueil et réservations visites : 04 232 70 60 • Centre de documentation : 04 232 70 62 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : accueil@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Dominique Dauby • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Dominique Dauby, Henri Deleersnijder, Gaëlle Henrard, Jérôme Jamin, Philippe Marchal, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Héroufosse Communication - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.

Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. • ISSN 1377-7831

Le temps de la délation

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Nous avons eu l'occasion dans cette chronique d'aborder nombre des thèmes classiques de la littérature d'extrême droite. L'un de ceux-ci n'avait été abordé que par la bande mais jamais à travers un ouvrage qui lui était spécifiquement consacré. Nous comblons cette lacune avec un livre très particulier aux conséquences non négligeables.

La Ligue antimaçonnique belge. Épuration¹

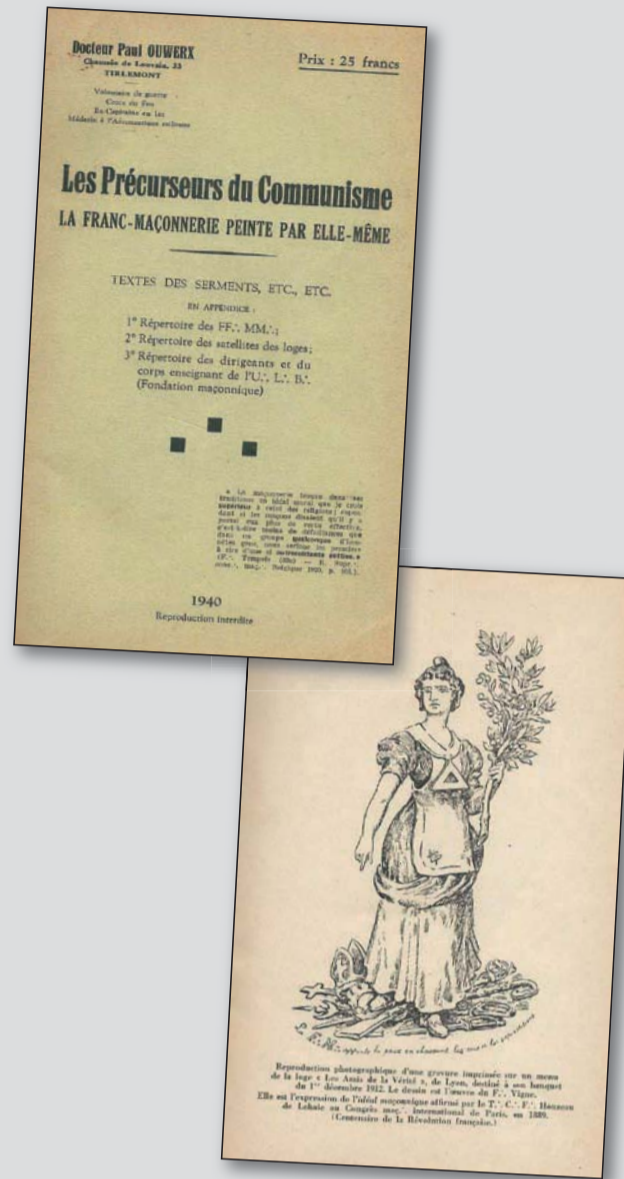
Le Docteur Paul Ouwex (1896-1946) est le fondateur de la troisième Ligue antimaçonnique belge en septembre 1940. Sous l'Occupation donc. Cette ligue s'inscrit dans une tradition antimaçonnique qui remonte à l'encyclique papale *Humanum Genus* de Léon XIII qui condamne en 1884 la franc-maçonnerie. Après l'existence d'une première ligue antimaçonnique, une deuxième est relancée en 1910 après la décision du congrès catholique tenu à Malines l'année précédente. Cette deuxième ligue constitue non seulement une bibliothèque, mais également des listes de francs-maçons, principalement des fonctionnaires travaillant dans les colonies et qui sont vus comme une menace pour les missionnaires catholiques. Après une accalmie suite à la Première Guerre mondiale, le climat délétère reprend en parallèle avec la montée du fascisme. La Belgique suit dans les années 30 la même courbe que la France. C'est le journal *La Libre Belgique* qui va se distinguer avec la publication du 8 janvier au 28 mai 1938 d'une première liste de francs-maçons. Paul Ouwex se fait à cette période une spécialité à travers plusieurs livres, dont *Les précurseurs du communisme. La Franc-Maçonnerie peinte par elle-même*² que nous analysons ci-dessous, de ce type de publication dénonciatrice. Aidé, notamment financièrement, par les nazis dès leur arrivée en Belgique, il édite *Le Rempart* et crée une exposition antimaçonnique qui sera inaugurée le 30 janvier 1941 dans les locaux du Grand Orient de Belgique, rue de Laeken, avant de tourner dans les grandes villes belges. Le 20 août 1941, l'occupant prend un décret interdisant officiellement les Loges. L'étape suivante sera la persécution, la déportation et l'assassinat de nombreux maçons. Le procès d'Ouwex et de ceux qui l'entouraient commencera le 5 mai 1947 et se fera sans le principal accusé mort l'année avant.

Un livre introduisant la délation

Le livre d'Ouwex se compose en fait de deux parties. Un exposé d'une centaine de pages visant à démasquer le complot maçonnique, puis un nombre similaire de pages reprenant des noms de francs-maçons que l'auteur présente ainsi : « Le présent répertoire est établi par ordre alphabétique. Il contient les noms de beaucoup de militants, "officiers dignitaires", faisant partie des comités de gérance des loges ; noms relevés soit dans des documents maçonniques, soit dans "le Moniteur Belge" ou dans les listes déposées aux greffes des tribunaux de première instance, lorsqu'il s'agit de loges constituées en ASBL³. » Cette première liste, prenant pas moins de 77 pages, est suivie de 5 pages de noms de responsables « d'œuvres satellites » parmi lesquelles la Libre Pensée, La Ligue de l'enseignement mais aussi la Ligue des Droits de l'homme et le Rotary. L'ouvrage se termine par la liste sur 15 pages des membres du corps enseignants de l'ULB. Quand nous aurons précisé que de très nombreux noms sont suivis des adresses privées, et à la lumière de notre brève contextualisation, on comprend mieux que l'ouvrage est loin d'être anecdotique.

L'auteur est d'ailleurs conscient que sa démarche est particulière et se justifie : « En écrivant cet ouvrage, nous avons été guidé par le souci de la vérité scientifique (...). Nous l'avons fait dans un but de SALUT PUBLIC et non en vue d'une basse délation. D'ailleurs la dénonciation du crime est un devoir. (...) Si nous ne voulons pas laisser périr dans une mer de sang notre civilisation chrétienne et les bienfaits qui en dérivent, il faut écouter la voix du Grand Pape ; il faut faire connaître les faux principes maçonniques, qui ne sont qu'une façade trompeuse. Il faut dénoncer toutes les abominations qui se passent au nom de ce que, par dérision, on appelle "le progrès" est qui n'est qu'un complot pour le bouleversement général, dont le bolchévisme est l'aboutissement. Souvenons-nous donc des terribles prophéties judaïques contenues dans les "Protocoles des sages de Sion"⁴. » Nous reviendrons dans notre conclusion sur l'affirmation contenue à la fin de cette citation. Mais avant, nous allons examiner les différents reproches faits à la franc-maçonnerie par Ouwex.

Celui-ci, comme la précédente citation le montre déjà, s'inscrit totalement dans le cadre réactionnaire de l'église catholique⁵ et considère d'abord la Franc-Maçonnerie comme un ennemi mortel : « C'est la première fois, (après le piétinement de la croix par le Grand Ecossais de Saint-André d'Ecosse) que l'on parle en clair de s'attaquer à la religion et au christianisme dénommés fanatisme et superstition. Il fallait pour cela une longue initiation, une longue discrétion, une longue terreur du châtement, une



longue domestication de l'esprit⁶. » Le livre d'Ouwex insiste beaucoup sur le fait qu'il révèle des secrets cachés en publiant les serments des différents grades notamment. L'occasion pour lui d'insister sur le côté secret des serments et sur la fidélité qui est promise par le nouveau membre sans qu'il connaisse les buts réels. Car si les révélations de l'ouvrage sont certes destinées au grand public, elles le sont aussi et surtout à de nombreux maçons : « Car cela prouve que la majorité des francs-maçons sont maintenus dans les bas grades et, par conséquent, ignorent ce qui se passe dans les grades supérieurs⁷ » et plus loin d'insister : « Nous avons établi que la majorité des francs-maçons ne sont que des moutons de Panurge, que la secte maintient dans les bas grades, c'est-à-dire dans l'ignorance des buts finaux poursuivis par elle⁸. » Ce serait donc les hauts grades qui dirigent réellement : « La franc-maçonnerie belge est dirigée par deux grands corps régulateurs : le Grand Orient et le Suprême conseil de Belgique. Le Suprême conseil s'est réservé la direction des 4e au 33e degrés, abandonnant les trois premiers au Grand Orient. Mais plusieurs "Vénérables" de loges symboliques (c'est-à-dire dépendant du Grand Orient) ont eu pour secrétaires des membres des hauts grades du Suprême conseil (...) De sorte que le secrétaire de la loge était en réalité le supérieur du vénérable⁹ ! ». Et ce serait dans ces mêmes hauts-grades que seraient gardés les vrais buts de la maçonnerie, par une petite minorité. D'autant que la présence en loge est faible allant de 1 sur 7 à 1 sur 5 qui participerait réellement. Une présence qui a de plus diminué de 10.000 à 5000 membres depuis le début des années 30 : « On voit donc qu'elles ont subi une décadence. Nous attribuons celle-ci aux divulgations faites des actes de la secte¹⁰. »

Le complot judéo-maçonnique contre la civilisation

Loin de l'émancipation et de la liberté, c'est à l'anarchie que la maçonnerie mène : « Quand les francs-maçons parlent de "liberté", nous devons comprendre "anarchie". Car ils ne posent aucune limite à la liberté qu'ils revendiquent... et qu'ils prétendent devoir encore conquérir¹¹. » Et de prendre en exemple les mobilisations faites en faveur de Ferrer : « Ferrer ne fut pas un penseur tout court : ce fut un révolutionnaire dans le sens le plus complet du mot¹². » Anarchie politique, mais aussi sociale : « En attendant "l'âge d'or", la Franc-Maçonnerie s'efforce de dissoudre la cellule sociale de base qu'est la famille¹³. » Si la responsabilité de la guerre civile espagnole¹⁴ est clairement mise sur le dos des républicains téléguidés par les loges maçonniques, il en est de même de la Révolution française¹⁵, mais aussi des « déficiences militaires de 1914 [qui] sont imputables à des francs-maçons¹⁶. » Et d'insister en mettant la responsabilité

sur les pacifistes comme Lafontaine : « Quant aux conséquences de l'invasion, rendue possible grâce à l'intransigeance des antimilitaristes, opposés aux mesures de précautions militaires indispensables, il est bon de les rappeler : plus de 40.000 morts, un nombre incalculable d'invalides, rien que pour l'armée. Des villes saccagées, incendiées, notre industrie détruite. Notre dette publique passant de 5 à 55 milliards¹⁷. »

Il ne fait d'ailleurs aucun doute pour l'auteur que « La guerre de 1914 éclata à la suite de l'attentat de Sarajevo. Or le meurtrier Princip était juif ; une conjuration judéo-maçonnique en avait fait son exécutant¹⁸. » Conjuraison judéo-maçonnique, le terme fondamental est lâché qui permet de tout expliquer : « Nous établirons que le sens maçonnique de la "liberté" est celui de les laisser libres d'exécuter leurs complots pour établir la république mondiale, sous la domination juive¹⁹. » En effet, « Il y a identité absolue de vues entre les juifs et les francs-maçons quant à l'idéal poursuivi²⁰. » Et de prendre un exemple qu'il veut éloquent et démonstratif : « La judéo-maçonnerie est bien représentée à la tête des institutions de prévoyance sociale, puisque la direction de l'Office du placement et du chômage belge fut confiée au juif franc-maçon Max Gottschalk. Or, jamais le chômage n'a été plus lourd pour nos finances, ni plus inquiétant pour la sécurité de l'État. Car, parallèlement, le F Max Gottschalk est président du comité d'accueil des juifs réfugiés en Belgique ! Et comme, d'après la loi maçonnique, il faut d'abord aider les TT CC FF, les goyim s'installent dans un chômage sans fin, formant ainsi une armée de mécontents, terrain propice aux mouvements révolutionnaires²¹ ! ». Le Plan du travail est vu dans ce cadre comme une soviétisation de l'économie belge avec « tentacules de l'étatisation (qui) se resserrent²². »

Toute la thèse centrale du livre est que « Toute l'histoire de la franc-maçonnerie n'est qu'une immense piperie de mots et une duperie infâme, à la faveur de laquelle se poursuit la désagrégation de l'ordre établi. En bref, la franc-maçonnerie constitue un complot contre la sureté de l'État²³. » Un complot qui n'a qu'un seul but, la domination du cosmopolitisme, la domination des Juifs : « Ce qui frappe le plus dans cet article, c'est qu'il cadre totalement avec les idées développées dans les Protocoles des Sages de Sion : à savoir que "liberté" veut dire, "ce que la loi (juive) permet". Or, quand les juifs, fondateurs des loges, seront les maîtres, la liberté ne sera plus qu'un souvenir ! Voyez la Russie²⁴ ! ». Le sérieux des affirmations de ce livre, qui comme nous l'avons souligné en commençant n'a pas été sans conséquences concrètes, doit se lire à l'affirmation qui veut que le *Protocole des sages de Sion* soit un livre de référence, ce que nous avons démonté dans une de nos premières chroniques²⁵. ♦♦

1 Voir DEFOSSÉ, Pol (sous la direction de), *Dictionnaire historique de la laïcité en Belgique*, Bruxelles, Luc Pire/Fondation rationaliste, 2005, pp.190-192. Voir également GOTOVITCH, José, « Franc-maçonnerie, guerre et paix » in *Les internationales et le problème de la guerre au XX^e siècle. Acte du colloque de Rome 22-24 novembre 1984*, Rome, école Française de Rome, 1987, p.103 et LANNEAU, Catherine, « L'idole brisée : la droite belge francophone et la crise morale de la France (1934-1938) » in *RBHC*, vol XXXIII, 2003, 1-2, p.195
2 Paul OUWERX, *Les précurseurs du communisme. La Franc-Maçonnerie peinte par elle-même*, Tirlémont, Paul Ouwex, 1940, 222 p
3 P. 106
4 P. 91
5 Sur cette tendance voir notamment « La spiritualité au cœur de la doctrine » in *Aide-mémoire* n°61 de juillet-août-septembre 2012 et « La Loi du décalogue » in *Aide-mémoire* n°64 d'avril-mai-juin 2013.
6 P. 28
7 P. 30
8 P. 87
9 P. 19
10 P. 60
11 P. 54
12 P. 37
13 P. 86
14 Sur celle-ci voir « L'idéologie derrière la carte postale » in *Aide-mémoire* n°62 d'octobre-novembre-décembre 2012.
15 Voir « La pensée "contrerévolutionnaire" » in *Aide-mémoire* n°36 d'avril-mai-juin 2006.
16 P. 71
17 P. 72
18 P. 65
19 P. 35. Sur l'antisémitisme, voir principalement « L'antisémitisme est-il une futilité ? » in *Aide-mémoire* n°26 d'octobre-novembre-décembre 2003, « Un populisme du 19^e siècle » in *Aide-mémoire* n°29 de juillet-août-septembre 2004, et « Antisémitisme et anticommunisme. Les deux mamelles de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°63 de janvier-février-mars 2013.
20 P. 85
21 Pp. 82-83
22 P.77. Sur l'anticommunisme, voir notamment « L'anticommunisme d'un transfuge » in *Aide-mémoire* n°59 de janvier-février-mars 2012.
23 P. 81
24 P. 33
25 Voir « Un échec voué au succès. Les protocoles des sages de Sion » in *Aide-mémoire* n°18 de juillet-août-septembre 2001.

Avec le soutien de la Région Wallonne, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Ville de Liège, de l'Enseignement communal liégeois, de la Province de Liège, du Service des Affaires Culturelles de la Province de Liège et de l'Enseignement de la Province de Liège, du Centre funéraire de Robermont, du Groupe Graphique Chauveheid, de l'Union Liégeoise des Prisonniers Politiques et de l'Association Ernest De Craene.



**Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes**

Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anhée, Ans, Anthisnes, Arlon, Assesse, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-L'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussinnes, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Faimes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Gedinne, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Hamois, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Leuze-en-Hainaut, Liège, Limbourg, Lincet, Lobbes, Lontzen, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profoundeville, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Tinlot, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremmes, Wasseiges, Welkenraedt, Woluwe-Saint-Lambert, Yvoir

Les provinces
Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur

99%

Le mot de la Présidente

Par **Dominique Dauby**

Elles et ils squattent des immeubles inoccupés ; construisent et entretiennent bénévolement des potagers urbains, accessibles gratuitement ; choisissent, en glaneurs et glaneuses des temps modernes, de se nourrir dans les poubelles des grandes surfaces ; taguent les publicités sexistes ; animent/participent à des ateliers philo, des cafés politiques, défilent en parade joyeuse dans les rues de Bruxelles pour clamer leur soif de tout autre chose, acteurs et actrices des temps présents en quête d'autres lendemains.

Une part importante de celles et ceux qui manifestaient dans les rues de Bruxelles pour la grande parade de « Tout autre chose » s'affichait clairement comme « non affiliée ». Syndicats, organisations de jeunesse, partis politiques, mouvements citoyens ne sont pas leurs références ; les lendemains qui chantent, sur base de recettes concoctées sans leur participation active, ils et elles n'y croient pas.

Mais une autre part, aussi importante, des manifestant/es ce jour-là s'identifiait comme syndicaliste, engagée politiquement, active dans l'un ou l'autre mouvement d'éducation permanente. Des femmes et des hommes convaincu/es par l'action collective et prêt/es à questionner leur manière de penser, de travailler.

En Europe du Sud et en Afrique, par exemple, la jeunesse, majoritaire dans la population en général et parmi les exclus en particulier, se mobilise. Des centres de santé où professionnel/les et habitant/es

des quartiers prennent leur destin en mains dans les villes de Grèce ; des communautés de jeunes agriculteur/trices unissent leurs forces pour l'accès à une alimentation saine ; le Balai citoyen burkinabé ou le mouvement YEAM (Y en a marre) au Sénégal ; autant de mobilisations en marge des structures traditionnelles de représentation... qui appellent clairement la classe politique à prendre ses responsabilités.



Sont-ce les formes d'engagements qui changent ou la volonté de les articuler se fait-elle plus grande ? Il y a en tout cas intérêt à croiser les points de vue : des chercheuses du FMI mettaient en lumière récemment que l'affaiblissement des syndicats dans les pays de l'OCDE s'accompagnait d'une hausse des inégalités salariales.

Au Nord comme au Sud, le manque d'articulation serait avant tout préjudiciable aux peuples... à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, c'est également ce que mettait en avant le Conseil National de la Résistance. ••

L'(auto ?) - libération des prisonniers du camp de concentration de Buchenwald : retour aux sources ?

par **Jean-Louis Rouhart**

La question de savoir si le camp de concentration de Buchenwald a été libéré par les troupes américaines ou s'est auto-libéré sans l'intervention de celles-ci a suscité et suscite encore de nos jours la polémique¹.

Pendant de nombreuses années, la thèse qui a prévalu, surtout dans l'ancienne République Démocratique Allemande (RDA), fut celle de l'auto-libération du camp par les prisonniers politiques communistes. Fortement résumée, cette version était la suivante : à l'approche des premiers éléments blindés américains, l'après-midi du 11 avril 1945, des groupes de combat auraient pris d'assaut la « tour », c'est-à-dire le grand portail d'entrée du camp, et conquis les miradors en se saisissant des gardiens SS. Après quoi, des prisonniers auraient poursuivi les SS qui s'étaient enfuis dans les bois environnants, jusqu'à ce que, deux jours plus tard, des unités de l'armée de Patton prennent la direction du camp. Selon cette version, les troupes américaines n'auraient pas libéré le camp de Buchenwald, ce seraient les prisonniers politiques eux-mêmes qui auraient préparé délibérément, puis déclenché et exécuté la révolte armée. Le camp se serait libéré lui-même.



Mémorial de Buchenwald

Après l'effondrement du régime de la République Démocratique Allemande en 1989 et la réunification de l'Allemagne en 1990, des historiens ouest-allemands se mirent à contester vigoureusement cette interprétation des faits. Ils critiquèrent vivement l'action des résistants communistes, en particulier ceux qui avaient réussi à exercer des fonctions dirigeantes au sein du camp, à savoir les « Kapos ». Ils leur reprochèrent d'avoir collaboré passivement et activement avec les SS, d'avoir commis certains délits sur d'autres prisonniers et d'avoir fait preuve de discrimination à l'égard des détenus non-communistes à Buchenwald. En outre, ils affirmèrent que l'action des résistants communistes avait été amplifiée, transformée en mythe pour affermir l'idéologie de la RDA et lui donner une légitimation historique. En s'appuyant sur des témoignages de prisonniers non-communistes, ils arrivèrent à la conclusion que l'épisode de l'assaut de la « tour » avait été une affabulation destinée à mettre en valeur les anciens résistants communistes, devenus par la suite des hommes politiques occupant des postes à responsabilité dans la RDA. Selon eux, il n'y aurait pas eu de confrontation entre les prisonniers et les gardiens SS, ceux-ci s'étant enfuis à l'approche des chars américains.

l'extérieur et de l'intérieur, c'est-à-dire qu'il fut admis que la libération du camp par les troupes américaines avait été appuyée et facilitée de l'intérieur par les prisonniers politiques. Profitant de la couverture que leur offraient les chars américains, les prisonniers auraient procédé au désarmement et à l'arrestation des gardes SS restés sur place et auraient œuvré au maintien de l'ordre dans le camp. Conjointement avec l'armée américaine, ils auraient libéré le camp.

Cette version n'était certes pas neuve et renvoyait aux sources dantesques des premières heures ou des premiers jours suivant la libération du camp. Il s'agissait de résolutions,

de communiqués et de journaux intimes de prisonniers qui avaient été soit négligés dans les années qui avaient suivi pour des raisons de propagande communiste en RDA, soit écartés par réaction aux outrances de cette même propagande dans l'Allemagne réunifiée.

Aujourd'hui, on estime qu'il avait fallu aux prisonniers un certain courage, voire de l'héroïsme, pour s'assurer que les gardiens avaient effectivement pris la fuite, capturer les SS qui demeuraient encore dans le camp, poursuivre ceux qui s'étaient enfuis dans les bois et les capturer, parfois aux termes de véritables combats. En outre, les résistants avaient dû effectuer un long travail de préparation afin d'évaluer les risques d'une insurrection, désigner des responsables fiables, élaborer un plan de bataille adapté aux circonstances et amasser clandestinement des armes, au péril de leur vie. Cette volonté de fomenter une révolte et de s'opposer à l'ennemi ne justifiait certes pas que l'on puisse parler dans ce cas d'« auto-libération », mais attestait que, dans le chef des meneurs, il y avait eu un plan délibéré de révolte pour libérer le camp et que seule l'attente d'une occasion propice avait retardé le moment du déclenchement des hostilités.

¹ Cette polémique fait l'objet d'un exposé plus détaillé dans un article du numéro d'avril 2015 de la revue de la Fondation Auschwitz *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, paru sous le titre « L'(auto ?)-libération des prisonniers du camp de concentration de Buchenwald vue par les historiens allemands ».